

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2628

1^{er} décembre 2010

SOMMAIRE

Beagle Investments S.A.	126137	CLS Summit Alternative Fund	126141
Beluga Shipco GP Holdco II	126102	Colyzeo S.à r.l.	126143
Beluga Shipco GP JVCO I	126106	COM-Invest Management Distriland S.C.A.	126143
Bendick Holding S.A.	126119	Compagnie d'Investissement Eaton-Bel- gravia S.à r.l.	126143
BIOCARDEL Europe S.A.	126108	Compagnie Financière d'Alembert Spf S.A.	126144
BIOCARDEL Luxembourg S.A.	126128	Compagnie Industrielle et Financière des Produits Amylacés	126144
Bioland S.A.	126102	Compagnie Piere Holding S.A.	126144
BlueBay Funds	126140	Compagnie Piere Holding S.A.- SPF	126144
BM Parts S.A.	126128	Cube Communications Infrastructure S.C.A.	126139
BP Caplux S.A.	126128	Cura/GGP Investment Corporation	126119
Brollen Investments S.à r.l.	126117	CURA Investment Corporation	126119
C.A.I. (Construction et aménagement in- térieur)	126129	Dafisa Holding S.A.	126138
CanWest International Holdings (Luxem- bourg) S.à r.l.	126128	D.P. Electricité S.à r.l.	126141
CDCM Luxembourg S.à r.l.	126139	Gruppo di Partecipazioni e Servizi S.à r.l.	126100
Centrum K Luxembourg S.à r.l.	126129	Hanlet Benelux S.à r.l.	126144
Centuria Real Estate Asset Management International S.A.	126137	HB Reavis Holding S.à r.l.	126129
CFC Automotive S.A.	126139	Home Center Putz SA	126141
CFC Automotive S.A.	126139	MGJL Sub Co 2 (Lux) S.à r.l.	126100
CFC Automotive S.A.	126139	MO.CO.PO. Luxembourg S.A.	126138
CGS International Holdings (Luxembourg) S.à r.l.	126140	No Speed Limit Stroossen	126098
CGS International Holdings (Luxembourg) S.à r.l.	126140	Pala Ventures S.à r.l.	126117
Chap Audit S.A.	126141	RGHL Escrow Issuer (Luxembourg) I S.A.	126109
Charterhouse Capri I	126137	Sakko S.A.	126104
Charterhouse Capri I	126137		
Charterhouse Capri II	126138		
Châteauban S.A.	126140		

No Speed Limit Stroossen, Association sans but lucratif.

Siège social: L-8035 Strassen, 10, Cité Pescher.

R.C.S. Luxembourg F 8.509.

— STATUTS

Les soussignés:

- Roland Bestgen, président, 10, Cité Pescher, L-8035 Strassen, fonctionnaire communal, de nationalité Luxembourgeoise.
 - Guy Mathey, secrétaire, 9, rue Semmelweis, L-8033 Strassen, professeur en retraite, de nationalité Luxembourgeoise.
 - Edmée Roos, trésorier, 161, rue des Romains, L-8041 Strassen, employée privée, de nationalité Luxembourgeoise.
 - Maryse Bestgen-Martin, membre, 10, Cité Pescher, L-8035 Strassen, employée privée, de nationalité Luxembourgeoise.
 - Patrick Lentz, membre, 106, rue des Romains, L-8041 Strassen, employé communal, de nationalité Luxembourgeoise.
 - Norbert Oberweis, membre, 16, rue des Anémones, L-8023 Strassen, employé privé, de nationalité Luxembourgeoise
 - Laurent Remmy, membre, 146, rue des Romains, L-8041 Strassen, Ingénieur, de nationalité Française.
 - Marie-Rose Folmer, membre, 6, rue des Tilleuls, L-2510 Strassen, psychologue, de nationalité Luxembourgeoise.
 - Jean-Paul Faber, membre, 4, rue Kaltacht, L-2510 Strassen, professeur en retraite, de nationalité Luxembourgeoise,
- ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une association sans but lucratif, régie par les présents statuts, ainsi que la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif.

I. Dénomination - Siège - Durée et Objet social

1. L'association est dénommée «NO SPEED LIMIT STROOSSEN» A.S.B.L.
2. Le siège social de l'A.S.B.L. est établi dans la commune de Strassen, 10, Cité Pescher, L-8035.
3. L'association est constituée pour une durée illimitée.
4. L'association a pour objet toute activité se rapportant directement ou indirectement à la pratique du sport loisir et en particulier à la course à pied et au Nordic Walking. L'association a également pour but de créer et d'entretenir des relations amicales entre ses membres, de promouvoir la pratique du sport loisir dans le respect des règles sportives, du fair play, et de la nature, d'organiser des rencontres sportives amicales, de promouvoir le sport loisir entre les jeunes, d'assurer la défense des intérêts sportifs de ses membres et de représenter ces derniers auprès des autorités, de nouer des relations amicales avec des associations nationales ou internationales ayant un but similaire. L'association peut par ailleurs s'affilier à toutes les organisations nationales ou internationales poursuivant le même but ou plus généralement ayant pour but la pratique du sport.

II. Membres

5. L'association est composée de:
 - membres actifs et leur nombre est illimité sans pouvoir être inférieur à trois
 - et de membres donateurs soutenant l'association par le versement annuel d'une cotisation.

Est admissible comme membre actif toute personne qui en manifeste la volonté et qui est déterminée à observer les dispositions des présents statuts.
6. Les personnes qui désirent devenir membre de l'association présentent une demande d'admission au conseil d'administration qui statue sur le bien-fondé de cette demande.
7. Peut devenir membre donateur toute personne qui supporte l'association par l'achat d'une carte de membre donateur. Les membres donateurs ne détiennent pas de droits au sein de l'association.
8. Les membres versent à l'association une cotisation annuelle dont le montant, qui ne peut excéder 100 euros, est fixé chaque année par l'assemblée générale.
9. La qualité de membre se perd:
 - par démission volontaire
 - en cas de non-paiement de la cotisation, trois mois après sommation de paiement
 - par exclusion: elle ne peut avoir lieu que si les agissements du membre en question portent préjudice aux intérêts de l'association, ou si le membre ne se conforme pas aux statuts et aux règlements pris en exécution des statuts, ni aux résolutions adoptées par l'assemblée générale.

L'assemblée générale décide de l'exclusion à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés.

En cas de démission ou d'exclusion, le membre concerné n'a aucun droit sur le fonds social et ne peut réclamer le remboursement des cotisations payées par lui.

III. Assemblée générale

10. L'assemblée générale est composée des membres de l'association tels que définis à l'article 5.

Le président, assisté par les administrateurs, préside l'assemblée générale. Lors d'un vote, secret ou à main levée, chaque membre dispose d'une seule voix. Il est loisible à chaque membre de se faire représenter à l'assemblée générale par un autre membre moyennant procuration écrite, sans qu'il soit permis de représenter plus d'un membre.

11. L'assemblée générale a pour mission d'apporter des modifications aux statuts, d'arrêter les règlements à prendre en exécution des statuts, de nommer et de révoquer les membres du conseil d'administration et les vérificateurs des comptes, d'approuver les rapports annuels, de fixer le montant de la cotisation annuelle à charge des membres, d'arrêter le budget des recettes et des dépenses, de décider de l'exclusion des membres et de décider le cas échéant de la dissolution de l'association.

12. Tous les associés ont un droit de vote égal à l'assemblée générale. Les résolutions sont prises à la majorité simple des voix des membres actifs présents, sauf dans les cas où il en est décidé autrement par les présents statuts ou par la loi.

13. L'assemblée générale se réunit chaque année dans les trois mois de la clôture de l'exercice. Le conseil d'administration en fixe le lieu et la date. Il peut convoquer une assemblée extraordinaire, chaque fois que les intérêts de l'association l'exigent. Une assemblée doit être convoquée lorsqu'un cinquième des membres associés en fait la demande.

14. Les convocations contiendront l'ordre du jour tel qu'il est fixé par le conseil d'administration et se feront sur simple lettre au moins huit jours à l'avance.

15. Toute proposition de résolution signée par au moins un vingtième des membres associés recensés sur la dernière liste annuelle doit être portée à l'ordre du jour de la prochaine assemblée générale. Une telle proposition écrite doit être adressée au président de l'association quinze jours avant la date de l'assemblée générale.

16. Des résolutions en dehors de l'ordre du jour ne peuvent être prises qu'après que la majorité des deux tiers des voix émises ont marqué leur accord à procéder au vote y relatif. Sont exceptés les points repris sub. 11 ci-dessus.

17. L'assemblée est valablement constituée, quelque soit le nombre des membres présents ou représentés, à l'exception des cas prévus par la loi et/ou les présents statuts. L'assemblée décide par vote secret ou à main levée. Le vote est secret lorsque des personnes y sont impliquées. Les décisions sont prises à la majorité des voix, à l'exception des cas prévus par la loi et/ou les statuts.

18. Les décisions de l'assemblée sont consignées dans un procès-verbal, conservé par le secrétaire au siège social où tous les membres et les tiers peuvent en prendre connaissance.

19. Les modifications aux statuts se font conformément aux dispositions de la loi modifiée du 21 avril 1928.

IV. Administration - Gestion journalière

20. L'association est gérée par un conseil d'administration composé de trois membres majeurs au moins, élus par l'assemblée générale à la majorité des voix des membres présents ou représentés pour une durée de trois ans. Les administrateurs sont rééligibles et toujours révocables.

21. Le conseil d'administration choisit en son sein, après les élections, le président, le ou les vice-présidents, le secrétaire et le trésorier.

22. Le conseil se réunit sur convocation du président ou du secrétaire. Il ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix émises par les administrateurs présents.

Les administrateurs qui s'abstiennent au vote ne sont pas pris en compte pour le calcul de la majorité nécessaire pour l'adoption d'une résolution du conseil.

Les administrateurs qui ont un intérêt personnel dans une délibération doivent en informer le conseil et s'abstenir de voter.

En cas de partage des voix, celle du président ou de son représentant est prépondérante.

Il est tenu par les soins du secrétaire, un registre des réunions dans lequel sont inscrits les noms des personnes présentes, l'ordre du jour, ainsi que les décisions prises par le conseil. La signature du secrétaire est contresignée par le président après approbation du compte-rendu lors de la réunion suivante.

23. Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de l'association. Dans ce cadre il peut notamment passer tous contrats ou actes unilatéraux engageant l'association ou ses biens meubles ou immeubles, conférer tous pouvoirs spéciaux à des mandataires de son choix, associés ou non, plaider tant en demandant qu'en défendant devant toute juridiction et exécuter tous jugements, transiger et compromettre.

Les actions judiciaires tant en demandant qu'en défendant sont intentées ou soutenues au nom de l'association par le conseil d'administration représenté par son président en fonction.

24. Dans le cas de dissolution volontaire, l'assemblée générale désignera trois liquidateurs et déterminera leurs pouvoirs.

25. Dans tous les cas de dissolution, l'actif net de l'association sera affecté à une ou plusieurs associations sans but lucratif, respectivement à une œuvre de bienfaisances, à désigner par l'assemblée générale.

26. L'association est régie par les dispositions des présents statuts.

Tout ce qui n'est pas prévu par ces statuts est régi par les dispositions de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif.

Ainsi arrêté et signé par les fondateurs
soussignés à Strassen, le 11.10.2010.

BESTGEN-MARTIN Maryse / FABER Jean-Paul /
BRAUN-SCHREIBER Renée /
SCHNEIDER Franz / REMMY Laurent /
LENTZ Patrick / DELLA SIOGA Raymond /
ROOS Edmée / OBERWEIS Norbert /
BESTGEN Roland / MATHEY Guy /
FOLMER-MAESSCHALCK Marie-Rose.

Référence de publication: 2010143007/122.

(100162709) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2010.

Gruppo di Partecipazioni e Servizi S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 128.465.

—
EXTRAIT

En date du 28 octobre 2010, les associés ont pris les résolutions suivantes:

- La démission de Frank Walenta, en tant que gérant, est acceptée.
- Ivo Hemelraad, avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen L-2540 Luxembourg, est élu nouvelle gérant de la société pour une durée indéterminée.
- Le siège social de la Société est transféré au 15 rue Edward Steichen L-2540 Luxembourg.

Il conviendra également de noter que l'adresse de la gérante Johanna Dirkje Van Oort se situe au 15 rue Edward Steichen L-2540 Luxembourg.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2010143258/17.

(100164884) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2010.

MGJL Sub Co 2 (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: JPY 3.000.000,00.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 8, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 136.983.

In the year two thousand and ten, on the twenty-second day of July,

Before us Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

MGJL Holding Co (Lux) S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 8, rue Heine, L-1720 Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 137.138,

here represented by Me Augustin de Longeaux, lawyer, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, initialled "ne varietur" by the proxyholder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing person, acting in its capacity as sole shareholder (the "Sole Shareholder") of MGJL Sub Co 2 (Lux) S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 8, rue Heine, L-1720 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 136.983 (the "Company"), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg pursuant to a deed of the notary Maître Henri Hellinckx, pre-named, on March 5, 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 872 of April 9, 2008, as amended pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, pre-named, dated September 2, 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2500 of October 13, 2008, has required the undersigned notary to state its resolutions as follows:

First resolution

The Sole Shareholder resolves, so that the Company may guarantee, grant loans or any kind of securities or collateral or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company, to amend the corporate object of the Company.

Second resolution

As a result of the foregoing resolution, the Sole Shareholder resolves to amend article 2 of the articles of incorporation of the Company, which shall henceforth read as follows:

“The purpose of the Company is the direct or indirect holding of participation, in any form whatsoever, in MGJ Four Tokutei Mokuteki Kaisha and the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind, the administration, control and development of its portfolio and the exercise of the rights attached to these participations.

The Company may further guarantee, grant loans or any kind of securities or collateral or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may carry out any activities which it may deem useful in accomplishment of these purposes.”

The rest of the articles of incorporation of the Company remains unchanged.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English followed by a French version, on request of the appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille dix, le vingt-deux juillet,

Par devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg.

A comparu:

MGJL Holding Co (Lux) S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 8, rue Heine, L-1720 Luxembourg, constituée et régie selon les lois du Grand-duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 137.138,

ici représentée par Me Augustin de Longeaux, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

La procuration signée "ne varietur" par le mandataire et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, agissant en sa qualité d'associé unique (l'«Associé Unique») de MGJL Sub Co 2 (Lux) S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 8, rue Heine, L-1720 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 136.983 (la «Société»), constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg suivant acte du notaire Maître Henri Hellinckx, pré-désigné, le 5 mars 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 872 du 9 avril 2008, modifié suivant acte reçu par le Maître Henri Hellinckx, pré-désigné, en date du 2 septembre 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2500 du 13 octobre 2008, a requis le notaire soussigné de constater les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide, afin que la Société puisse se porter garant, accorder des prêts ou toute sorte de sûretés ou nantissement ou d'assister autrement les sociétés dans lesquelles elle a une participation directe ou indirecte ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société, de modifier l'objet de la Société.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution qui précède, l'Associé Unique décide de modifier le troisième alinéa de l'article 2 des statuts de la Société, qui aura désormais la teneur suivante:

«La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans MGJ Four Tokutei Mokuteki Kaisha, l'acquisition par achat, souscription ou toute autre manière ainsi que l'aliénation par la vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations et l'exercice des droits attachés à ces participations.

La Société peut également se porter garant, accorder des prêts ou toute sorte de sûretés ou nantissement ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société pourra exercer toutes activités estimées utiles pour l'accomplissement de ses objets.»

Les autres dispositions des statuts de la Société demeurent inchangées.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française, sur demande de la même comparante et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, la comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. DE LONGEAUX – H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civil, le 2 août 2010. Relation: LAC/2010/34261. Reçu soixante-quinze euros 75,00 EUR

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

- POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt.

Luxembourg, le vingt-neuf octobre de l'an deux mille dix.

Référence de publication: 2010144362/94.

(100165787) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2010.

Bioland S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 127.743.

—
Extrait de la résolution prise par l'associée unique en date du 18 août 2010

Le siège social a été transféré de L-1258 Luxembourg, 22, rue Jean-Pierre Brasseur, à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

Luxembourg, le 28 octobre 2010.

Pour extrait sincère et conforme

Pour BIOLAND S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2010143181/14.

(100164494) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2010.

Beluga Shipco GP Holdco II, Société en Commandite simple.

Capital social: EUR 625,01.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 53, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 155.579.

—
Rectificatif du dépôt numéro L100160962, déposé le 22 octobre 2010.

In the year two thousand and ten, on the first of October.

before Maître Henri HELLINCKX, notary, residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

for an extraordinary general meeting (the Meeting) of the partners of Beluga Shipco GP Holdco II, a limited partnership (société en commandite simple) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 53, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 155.579, incorporated pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, on September 9, 2010, which is not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the Company),

1. Beluga Shipco GP, a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg having its registered office at 53, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 155.516 (GP),

here represented by Mrs Arlette Siebenaler, employee, with professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal,

and

2. Beluga Shipco GP JVCO II, a limited partnership (société en commandite simple), organised under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 53, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 155.546 (JVCO II, and together with GP, the Partners),

here represented by Mrs Arlette Siebenaler, employee, with professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal,

Such powers of attorney, after having been signed *ne varietur* by the representative of the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to this deed for the purpose of registration.

The Partners, represented as stated above, have requested the undersigned notary to record that:

I. the Partners hold all the partnership interests in the share capital of the Company;

II. The agenda of the Meeting is as follows:

1. Rectification of the notarial deed passed before Maître Henri Hellinckx on September 27, 2010 in order to record that the resolutions taken by the Partners on September 27, 2010 (the Approved Resolutions) are effective as of October 1, 2010 rather than September 27, 2010; and

2. Miscellaneous.

III. the Partners have taken the following resolution:

First resolution

The Partners resolve to rectify the notarial deed passed before Maître Henri Hellinckx on September 27, 2010 in order to record that the Approved Resolutions are effective as of October 1, 2010 rather than September 27, 2010.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company in relation to this deed are estimated at approximately EUR 1,000.-.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that, on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the representative of the appearing parties, said representative signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille dix, le premier octobre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

ONT COMPARU:

pour une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des associés de Beluga Shipco GP Holdco II, une société en commandite simple organisée selon les lois de du Grand Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 53, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 155.579, constituée suivant un acte de Maître Martine Schaeffer, le 9 septembre 2010, pas encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (la Société),

1. Beluga Shipco GP, une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand Duché de Luxembourg et dont le siège social se situe au 53, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 155.516 (GP),

ici représentée par Madame Arlette Siebenaler, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

et

2. Beluga Shipco GP JVCO II, une société en commandite simple organisée selon les lois du Grand Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 53, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 155.546 (JVCO II, et ensemble avec GP, les Associés),

ici représentée par Madame Arlette Siebenaler, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

Lesdites procurations, après avoir été signées *ne varietur* par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

Les Associés, représentés comme indiqué ci-dessus, ont prié le notaire instrumentant d'acter que:

I. Les Associés détiennent la totalité des parts dans le capital social de la Société;

II. l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. Rectification de l'acte notarié passé devant Maître Henri Hellinckx le 27 septembre 2010 afin de noter que les décisions adoptées par les Associés le 27 septembre 2010 (les Décisions Adoptées) entrent en vigueur le 1^{er} octobre 2010 plutôt que le 27 septembre 2010; et

2. Divers.

III. les Associés ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Associés décident de rectifier l'acte notarié passé devant Maître Henri Hellinckx le 27 septembre 2010 afin de noter que les Décisions Adoptées entrent en vigueur le 1^{er} octobre 2010 plutôt que le 27 septembre 2010.

Frais

Les dépenses, frais, honoraires et charges de quelque nature que ce soit qui incomberont à la Société en raison du présent acte sont estimés à environ EUR 1.000.-

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire des parties comparantes, ledit mandataire a signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: A. SIEBENALER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 8 octobre 2010. Relation: LAC/2010/44304 Reçu douze euros (12.- EUR)

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 28 octobre 2010.

Référence de publication: 2010143167/100.

(100164786) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2010.

Sakko S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6777 Grevenmacher, 1, rue des Remparts.

R.C.S. Luxembourg B 156.303.

—
STATUTS

L'an deux mille dix, le douze octobre.

Par-devant Maître Aloyse BIEL, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

Ont comparu:

1. Monsieur Bruno Miguel JORDAO MENDES, employé, demeurant à L-2663 Luxembourg, 43, rue Vauban.
2. Monsieur Paulo Jorge TEIXEIRA RODRIGUES, administrateur de société, demeurant à L-6720 Grevenmacher, 13, rue de l'Eglise.
3. Monsieur Adao César MENDONCA DE MELO, employé, demeurant à L-6720 Grevenmacher, 30, rue de l'Eglise.

Lesquels comparants représentés comme il vient d'être dit, ont requis le notaire instrumentaire de documenter les statuts d'une société anonyme qu'ils déclarent constituer comme suit:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Entre les parties ci-avant désignées et toutes celles qui deviendraient par la suite propriétaires des actions ci-après créées, il est formé une société anonyme de droit luxembourgeois, régie par les présents statuts et la législation luxembourgeoise afférente.

Art. 2. La société prend la dénomination de SAKKO S.A.

La société est constituée pour une durée indéterminée et aura son siège social à Grevenmacher.

Art. 3. La société a pour objet l'exploitation d'un débit de boissons alcooliques et non alcooliques avec petite restauration avec l'achat et la vente des articles de la branche.

La société peut faire toutes les opérations qui se rattachent directement ou indirectement en tout ou en partie à son objet ou qui sont de nature à en faciliter la réalisation ou l'extension, sans pouvoir entraîner cependant la modification essentielle de celui-ci.

Art. 4. Le capital social de la société est fixé à trente et un mille EURO (31.000,- euro) représenté par mille (1.000) actions d'une valeur nominale de trente et un euro (31,- euro) chacune.

Art. 5. Les actions de la société sont nominatives ou au porteur, aux choix de l'actionnaire. Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire peut prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article trente-neuf de la loi sur les sociétés commerciales.

La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre.

Art. 6. La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. S'il y a plusieurs propriétaires par action, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme propriétaire à l'égard de la société.

Art. 7. Les actions de la société sont librement cessibles. Cependant si un actionnaire désire céder toutes ou partie de ses actions, il doit les offrir préférentiellement aux autres actionnaires, par lettre recommandée, proportionnellement à leur participation dans le capital de la société. Le prix de cession, basée sur la valeur vénale des actions sera fixé par un expert désigné par le ou les actionnaires qui entendent céder les actions et le ou les actionnaires qui entendent acquérir les actions. Au cas où les actionnaires ci-dessus désignés ne s'entendent pas pour nommer un expert, celui-ci sera désigné par le Président du Tribunal de commerce de Luxembourg.

Les actionnaires qui n'auront pas répondu dans un délai de un mois par lettre recommandée à l'offre décrite ci-dessus seront considérés comme ayant abandonné leur droit de préférence.

Administration - Surveillance

Art. 8. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, à l'exception de ceux que la loi ou les statuts réservent à l'assemblée générale.

Le conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télécopie, télégramme ou télex, étant admis. Ses décisions sont prises à la majorité des voix.

Art. 9. Le conseil d'administration peut déléguer ses pouvoirs à un ou deux administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents. La société se trouve engagée par la signature individuelle de l'administrateur-délégué ou par la signature conjointe de l'administrateur-délégué et d'un autre administrateur.

Art. 10. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires.

Art. 11. Suivant les dispositions prévues par l'article 72-2 de la loi du 24 avril 1983 portant modification de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, le conseil d'administration pourra procéder à des versements d'acomptes sur dividendes.

Année sociale - Assemblée générale

Art. 12. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 13. L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société. Elle décide de l'affectation ou de la distribution du bénéfice net. Tout actionnaire a le droit de prendre part aux délibérations de l'assemblée, en personne ou par mandataire, actionnaire ou pas. Chaque action représentative du capital social donne droit à une voix.

Art. 14. L'assemblée générale des actionnaires se réunit de plein droit au siège social ou à tout autre endroit indiqué dans l'avis de convocation le dernier vendredi du mois d'avril à 16.00 heures, et pour la première fois en deux mille onze. Si ce jour est un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable suivant.

Art. 15. La société peut acquérir ses propres actions dans les cas et sous les conditions prévus par les articles 49-2 et suivants de la loi modifiée du 10 août 1915.

Art. 16. La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Souscription

Les actions ont été souscrites comme suit:

1. Monsieur Bruno Miguel JORDAO MENDES, prédit	100 actions
2. Monsieur Paulo Jorge TEIXEIRA RODRIGUES, prédit	450 actions
3. Monsieur Adao César MENDONCA DE MELO, prédit	450 actions
Total: mille	(1.000) actions

Toutes les actions ainsi souscrites ont été intégralement libérées par des versements en espèces de sorte que la somme de trente et un mille euros (31.000,- €) se trouve dès à présent à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

126106

Disposition transitoire

Par dérogation le premier exercice commence aujourd'hui même pour finir le trente et un décembre deux mille dix. La première assemblée générale se tiendra en deux mille onze.

Déclaration

Le notaire rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à charge, à raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de mille deux cents euros (1.200,- euros).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les actionnaires représentant l'intégralité du capital social ont pris à l'unanimité les décisions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.

2. Sont nommés administrateurs pour une durée de six ans:

- Monsieur Bruno Miguel JORDAO MENDES, prèdit.

- Monsieur Paulo Jorge TEIXEIRA RODRIGUES, prèdit,

- Monsieur Adao César MENDONCA DE MELO, prèdit.

3. Est nommé administrateur délégué et président du conseil d'administration pour une durée de six ans: Monsieur Bruno Miguel JORDAO MENDES, prèdit.

Il sera chargé de la gestion journalière de la société ainsi que de la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion.

4. Est appelée aux fonctions de commissaire aux comptes pour une durée de six ans: La société à responsabilité limitée TONUS & CUNHA associés, avec siège social à L-8079 BERTRANGE, 26, rue de l'Industrie, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 139.158.

5. Le siège social est fixé à L-6777 Grevenmacher, 1, rue des Remparts.

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leurs nom, prénom, état et demeure, ils ont signé le présent acte avec Nous Notaire.

Signé: Jordao Mendes; Teixeira Rodrigues; Mendonca de Melo; Biel A.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 15 octobre 2010. Relation: EAC/2010/12404. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux parties sur demande pour servir aux fins de la publication au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 28 octobre 2010.

Référence de publication: 2010143439/116.

(100164788) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2010.

Beluga Shipco GP JVCO I, Société en Commandite simple.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 53, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 155.542.

Rectificatif du dépôt numéro L100160944, déposé le 22 octobre 2010.

In the year two thousand and ten, on the first of October.

before Maître Henri Hellinckx, notary public residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

for an extraordinary general meeting (the Meeting) of the partners of Beluga Shipco GP JVCO I, a limited partnership (société en commandite simple), organised under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 53, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 155.542, incorporated pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, on September 8, 2010, which is not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the Company),

1. Beluga Shipco GP, a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and whose registered office is at 53, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 155.516 (Beluga),

here represented by Mrs Arlette Siebenaler, employee, with professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given under private seal,

and

2. Mr. Niels Stolberg, a German national whose business address is at Teerhof 59, 28199 Bremen, Germany (Niels Stolberg, and together with Beluga, the Partners),

here represented by Mrs Arlette Siebenaler, employee, with professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given under private seal,

Such powers of attorney, after having been signed *in varietur* by the representatives of the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to this deed for the purpose of registration.

The Partners, represented as stated above, have requested the undersigned notary to record that:

I. the Partners hold all the partnership interests in the share capital of the Company;

II. The agenda of the Meeting is as follows:

1. Rectification of the notarial deed passed before Maître Henri Hellinckx on September 27, 2010 in order to record that the resolutions taken by the Partners on September 27, 2010 (the Approved Resolutions) are effective as of October 1, 2010 rather than September 27, 2010;

2. Rectification of the notarial deed passed before Maître Henri Hellinckx on September 27, 2010 in order to record that Beluga Shipping GmbH & Co. KG MS "Beluga Fairy" with registered number HRA 25259 shall not be included in the definition of the Contribution stated in the "Subscription Payment" clause and acknowledgment that the value of the Contribution remains unchanged; and

3. Miscellaneous.

III. the Partners have taken the following resolution:

First resolution

The Partners resolve to rectify the notarial deed passed before Maître Henri Hellinckx on September 27, 2010 in order to record that the Approved Resolutions are effective as of October 1, 2010 rather than September 27, 2010.

Second resolution

The Partners resolve to rectify the notarial deed passed before Maître Henri Hellinckx on September 27, 2010 in order to record Beluga Shipping GmbH & Co. KG MS "Beluga Fairy" with registered number HRA 25259 shall not be included in the definition of the Contribution stated in the "Subscription Payment" clause.

The Partners acknowledge that the value of the Contribution remains unchanged.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company in relation to this deed are estimated at approximately EUR 1,000.-.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that, on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the representative of the appearing parties, said representative signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille dix, le premier octobre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

ONT COMPARU:

pour une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des associés de Beluga Shipco GP JVCO I, une société en commandite simple constituée selon les lois du Grand Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 53, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 155.542, constituée suivant un acte de Maître Martine Schaeffer, le 8 septembre 2010, lequel n'est pas encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (la Société),

1. Beluga Shipco GP, une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand Duché de Luxembourg dont le siège social se situe au 53, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 155.516 (Beluga),

ici représentée par Madame Arlette Siebenaler, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

et

2. M. Niels Stolberg, un ressortissant allemand ayant son adresse professionnelle à Teerhof 59, 28199 Brême, Allemagne, (Niels Stolberg et avec Beluga, les Associés),

ici représenté par Madame Arlette Siebenaler, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

Lesdites procurations, après avoir été signées ne varietur par les mandataires des parties comparantes et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

Les Associés, représentés comme indiqué ci-dessus, ont prié le notaire instrumentant d'acter que:

I. Les Associés détiennent la totalité des parts dans le capital social de la Société;

II. l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. Rectification de l'acte notarié passé devant Maître Henri Hellinckx le 27 septembre 2010 afin de noter que les décisions adoptées par les Associés le 27 septembre 2010 (les Décisions Adoptées) entrent en vigueur le 1^{er} octobre 2010 plutôt que le 27 septembre 2010;

2. Rectification de l'acte notarié passé devant Maître Henri Hellinckx le 27 septembre 2010 afin de noter que Beluga Shipping GmbH & Co. KG MS "Beluga Fairy" enregistrée sous le numéro HRA 25259 ne doit pas faire partie de la définition de l'Apport mentionnée dans la clause de «Souscription-Libération» et que la valeur de l'Apport reste inchangée.

3. Divers.

III. les Associés ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Associés décident de rectifier l'acte notarié passé devant Maître Henri Hellinckx le 27 septembre 2010 afin de noter que les Décisions Adoptées entrent en vigueur le 1^{er} octobre 2010 plutôt que le 27 septembre 2010.

Deuxième résolution

Les Associés décident de rectifier l'acte notarié passé devant Maître Henri Hellinckx le 27 septembre 2010 afin de noter que Beluga Shipping GmbH & Co. KG MS "Beluga Fairy" enregistrée sous le numéro HRA 25259 ne doit pas faire partie de la définition de l'Apport mentionnée dans la clause de «Souscription-Libération».

Les Associés notent que la valeur de l'Apport reste inchangée.

Frais

Les dépenses, frais, honoraires et charges de quelque nature que ce soit qui incomberont à la Société en raison du présent acte sont estimés à environ EUR 1.000.-.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire des parties comparantes, ledit mandataire a signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: A. SIEBENALER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 8 octobre 2010. Relation: LAC/2010/44303. Reçu douze euros (12.-EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 28 octobre 2010.

Référence de publication: 2010143168/113.

(100164697) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2010.

BIOCARDEL Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 4A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 131.849.

EXTRAIT

Il résulte d'une lettre recommandée adressée à Biocardel Europe S.A. que Premium Investment Partners S.A., ayant son siège social à L-1319 Luxembourg, 126, rue Cents a démissionné de son poste comme commissaire aux comptes de la société.

Luxembourg, le 28 octobre 2010.

Pour la société

Mandataire

Référence de publication: 2010143178/14.

(100164445) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2010.

RGHL Escrow Issuer (Luxembourg) I S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, Parc d'Activités Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 155.857.

In the year two thousand and ten on the fourteenth day of October.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders (the Meeting) of RGHL Escrow Issuer (Luxembourg) I S.A., a Luxembourg société anonyme, having its registered office at 6C, Parc d'Activités Syrdall, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Register of Commerce and Companies of Luxembourg under number B 155.857 (the Company), incorporated by a deed of Maître Henri Hellinckx, notary in Luxembourg, on October 1, 2010, in the process of publication in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. The articles of association of the Company (the Articles) have been amended for the last time pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary in Luxembourg, on October 1, 2010, in the process of publication in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The Meeting is chaired by Me Vanessa Schmitt, Avocat à la Cour, with professional address in Luxembourg.

The Chairman appointed as Secretary Me Torsten Sauer, Attorney-at-law, with professional address in Luxembourg.

The Meeting elected as Scrutineer Me Armony Allamanno, Attorney-at-law, with professional address in Luxembourg.

The board of the Meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state that:

I.- The shareholders represented at the Meeting and the number of shares held by them are shown on an attendance list. This attendance list as well as the proxies, after having been signed *ne variatur* by the proxyholder of the appearing parties, the officers of the Meeting and the undersigned notary, will remain attached to the present deed for registration purposes.

II. As appears from the said attendance list, all the issued share capital of the Company is represented at the Meeting, so that the Meeting can validly decide on all the items of the agenda.

III. The agenda of the meeting is the following:

1. Waiver of the convening notices;
2. Creation of classes of shares in the share capital of the Company namely (i) ordinary shares (the Ordinary Shares) and (ii) mandatory redeemable preference shares (the MRPS) all having a nominal value of twenty-five euro (EUR 25) each;
3. Conversion the one thousand two hundred forty (1,240) existing shares in the share capital of the Company into Ordinary Shares;
4. Increase of the share capital of the Company by an amount of thirty-one thousand euro (EUR 31,000) so as to raise it from its present amount of thirty-one thousand euro (EUR 31,000) consisting of one thousand two hundred forty (1,240) Ordinary Shares to sixty-two thousand euro (EUR 62,000) by the creation and issue of one thousand two hundred forty (1,240) MRPS with a par value of twenty-five euro (EUR 25) each;
5. Subscription to and payment of the share capital increase specified in item 4. above, the remaining amount to be affected to the MRPS share premium account of the Company;
6. Subsequent amendment and restatement of articles 5, 6, 10.1, 14 and, 15.1 and 15.2 of the Articles and creation of new article 15.3 of the Articles in order to reflect *inter alia* the creation of new classes of shares adopted under item 2. above and the increase of the share capital adopted under item 4.;
7. Amendment to the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company, any lawyer or employee of Loyens & Loeff and any employee of MAS Luxembourg S.à.r.l. to proceed on behalf of the Company to the registration of the newly issued shares in the share register of the Company; and
8. Miscellaneous.

IV. The Meeting unanimously takes the following resolutions:

First resolution

The Meeting resolves to waive the convening notices, the shareholders of the Company having been duly convened and having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to them in advance.

Second resolution

The Meeting resolves to create classes of shares in the share capital of the Company namely (i) ordinary shares (the Ordinary Shares) and (ii) mandatory redeemable preference shares (the MRPS) all having a nominal value of twenty-five euro (EUR 25) each.

Third resolution

The Meeting resolves to convert the one thousand two hundred forty (1,240) existing shares in the share capital of the Company into Ordinary Shares.

Fourth resolution

The Meeting resolves to increase the share capital of the Company by an amount of thirty-one thousand euro (EUR 31,000) so as to raise it from its present amount of thirty-one thousand euro (EUR 31,000) consisting of one thousand two hundred forty (1,240) Ordinary Shares to sixty-two thousand euro (EUR 62,000) by the creation and issue of one thousand two hundred forty (1,240) MRPS with a par value of twenty-five euro (EUR 25) each.

Intervention subscription payment

Thereupon, the sole shareholder, Beverage Packaging Holdings (Luxembourg) I S.A., a public limited liability company (société anonyme) incorporated and organized under the laws of Luxembourg, having its registered office at 6C Parc d'Activités Syrdall, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 128.592, duly represented by Vanessa Schmitt, Avocat à la Cour, by virtue of a proxy given under private seal, declares to subscribe to one thousand two hundred forty (1,240) MRPS with a par value of twenty-five euro (EUR 25) each, and to fully pay them up by a contribution in cash amounting to twenty seven million two hundred thousand United States Dollars (USD 27,200,000) (being the USD equivalent of EUR 19,487,033 (nineteen million four hundred and eighty seven thousand and thirty-three euro) at an exchange rate of EUR 1/USD 1.3958 as published by the European Central Bank as of October 13, 2010) to be allocated as follows:

(i) an amount of thirty-one thousand euro (EUR 31,000) is to be allocated to the share capital account of the Company; and

(ii) an amount of nineteen million four hundred and fifty-six thousand and thirty-three euro (EUR 19,456,033) is to be allocated to the share premium account of the Company attached to the MRPS.

The amount of twenty seven million two hundred thousand United States Dollars (USD 27,200,000) (being the USD equivalent of EUR 19,487,033 (nineteen million four hundred and eighty seven thousand and thirty-three euro) is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

The proxy, after signature ne varietur by the proxyholder of the appearing party, the officers of the Meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed.

Fifth resolution

The Meeting resolves to amend and restate article 5 and 6 of the Articles in order to reflect the above resolutions, so that it reads henceforth as follows:

“ Art. 5. Capital.

5.1 The share capital is set at sixty two thousand euro (EUR 62,000), represented by one thousand two hundred forty (1,240) ordinary shares (the Ordinary Shares) and one thousand two hundred forty (1,240) mandatory redeemable preference shares (the MRPS) in registered form, having a par value of twenty-five euro (EUR 25) each, all subscribed and fully paid-up. The Ordinary Shares and the MRPS are individually referred to as a Share and collectively as the Shares.

5.2. Ordinary Shares

All Ordinary Shares shall be identical in all respects.

5.3 MRPS

(i) All MRPS shall be identical in all respects.

(ii) Redemption:

(1) Redeemable Shares: The MRPS are redeemable shares in accordance with article 49-8 of the Law. Subscribed and fully paid-up MRPS shall be redeemable (in case of plurality of MRPS shareholders, on a pro rata basis of redeemable MRPS held by each MRPS shareholder) (a) upon request of the Company in accordance with the provisions of the Law, and (b) in accordance with the terms & conditions of the MRPS mandatorily after ten (10) years as from the date of issuance of the MRPS. The redemption of the MRPS can only be made by using sums available for distribution in accordance with article 72-1 of the Law (distributable funds, inclusive of the extraordinary reserve established with funds received by the Company as an issue premium) or the proceeds of a new issue made for the purpose of such redemption. Redeemed MRPS may be cancelled upon request of the board of directors of the Company by an affirmative vote of the General Meeting held in accordance with Article 10.

(2) Special Reserve: An amount equal to the nominal value, or, in the absence thereof, the accounting par value of all the MRPS redeemed must be included in a reserve which cannot be distributed to the shareholders except in the event

of a reduction of the subscribed share capital; the reserve may only be used to increase the subscribed capital by capitalisation of reserves.

(3) Redemption Price: Except as provided otherwise (i) in these Articles of Association or (ii) by a written agreement which may be entered into among the Company and the MRPS shareholder(s), the redemption price of the MRPS to be paid in cash or in kind will be equal to the par value of the MRPS plus any prorata outstanding MRPS Share Premium plus any accrued and unpaid dividends.

(4) Redemption Procedure: Except as otherwise provided in a written agreement which may be entered into among the Company and the MRPS shareholder(s), at least three (3) days prior to the redemption date, written notice shall be sent by registered mail to each registered MRPS shareholder, at his or her address last shown in the register of shareholders, notifying such MRPS shareholder of the number of MRPS so to be redeemed, specifying the redemption date, the redemption price, the procedures necessary to submit the MRPS to the Company for redemption and the anticipated date of the general meeting of shareholders resolving on the redemption of MRPS. The redemption price of such MRPS shall be payable to the order of the person whose name appears on the share register as the owner thereof on the bank account provided to the Company by such shareholder before the redemption date.

(iii) Non-voting shares.

(a) The MRPS do not carry any voting rights.

(b) The MRPS shareholder(s) are nevertheless entitled to vote in every General Meeting called upon to deal with the following matters:

- the issue of new shares carrying preferential rights;
- the determination of the preferential cumulative dividend attaching to the non-voting shares;
- the conversion of non-voting preferred shares into Ordinary Shares;
- the reduction of the capital of the Company;
- any change to the Company's corporate object;
- the issue of convertible bonds by the Company;
- the dissolution of the Company before its term;
- the transformation of the Company into a company of another legal form.

(c) The MRPS shareholder(s) have the same voting rights as the holders of Ordinary Shares at all General Meetings, in case, despite the existence of profits available for that purpose, the preferential cumulative dividends mentioned in Article 14 have not been paid in their entirety for any reason whatsoever for a period of two successive financial years and until such time as all cumulative dividends shall have been received in full.

(d) Any convening notices, reports and documents which, by virtue of the Law must be sent or notified to the shareholders of the Company shall likewise be sent or notified to the MRPS shareholder(s).

5.4. The share capital may be increased or decreased in one or several times by a resolution of the General Meeting acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

6. Shares.

6.1 The Shares are and will remain in registered form (actions nominatives).

6.2 A register of shares is kept at the registered office and may be examined by each shareholder upon request.

6.3 A Share transfer is carried out by entering in the register of shares, a declaration of transfer, duly dated and signed by the transferor and the transferee or by their authorised representatives and following a notification to, or acceptance by, the Company, in accordance with article 1690 of the Civil Code. The Company may also accept as evidence of a Share transfer other documents recording the agreement between the transferor and the transferee.

6.4 The Shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per Share.

6.5 The Company may redeem its own Shares within the limits set forth by the Law and by the Articles.

Sixth resolution

The Meeting resolves to amend and restate articles 10.1, 14, 15.1 and 15.2 of the Articles and to create a new article 15.3 in the Articles, so that it reads henceforth as follows:

“ 10.1. Powers and Voting rights.

(i) Resolutions of the shareholders are adopted at general meetings of shareholders (the General Meeting). The General Meeting has the broadest powers to adopt and ratify all acts and operations consistent with the corporate object.

(ii) Each Ordinary Share entitles to one (1) vote. Each MRPS shareholder is entitled to one (1) vote only in case Article 5.3 (iii) (b) and/or (c) applies.

(iii) The MRPS shareholder(s) have the right to attend all the General Meetings but can only vote in the events foreseen by Article 5.3 (iii) (b) and/or (c).”

“ 14. Allocation of profits.

14.1 From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) is allocated to the reserve required by Law. This allocation ceases to be required when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

14.2 Each MRPS entitles to a preferential and cumulative dividend at the annual rate of five per cent (5 %) over the profits, which shall accrue and be calculated assuming a 365 day year.

14.3 The General Meeting determines how the surplus, after payment of the preferential and cumulative dividend, is allocated. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward in accordance with applicable legal provisions.

14.4 After payment of the preferential and cumulative dividend, in case the General Meeting decides to proceed with the payment of a dividend as foreseen in Article 14.3. each Ordinary Share's shareholder shall be entitled to a fraction of the total profit distributed in proportion to the percentage of the notional capital held by him/it in the Company, notional capital meaning the share capital of the Company subscribed by him/it plus any share premium attached to the Ordinary Shares.

14.5 In accordance with the provisions of Article 14, interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

- i. interim accounts are drawn up by the Board;
- ii. these interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by carried forward profits and distributable reserves and decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal or a statutory reserve;
- iii. the decision to distribute interim dividends is taken by the Board within two (2) months from the date of the interim accounts; and
- iv. in their report to the Board, as applicable, the statutory auditors or the réviseurs d'entreprises agréées must verify whether the above conditions have been satisfied.”

“ 15.1. The Company may be dissolved at any time, by a resolution of the General Meeting, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles. The General Meeting appoints one or several liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation and determines their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the General Meeting, the liquidators have the broadest powers to realise the assets and pay the liabilities of the Company subject to Article 15.2 below.

15.2. After payment of all third party debts and liabilities of the company or deposit of any funds to that effect, the MRPS shareholder or, in case there is a plurality of MRPS shareholders, each MRPS shareholder will be entitled to an amount payable in cash or in kind equal to its accrued and unpaid dividends, if any, and to the reimbursement of the percentage of notional capital held by each of them in the Company, notional capital meaning the share capital of the Company subscribed by him/it plus any prorata outstanding MRPS Share Premium.

15.3. After payment of all debts and liabilities of the Company (including all shareholders' claims) and after payment of all accrued and unpaid dividends with regard to the MRPS and reimbursement of the notional capital of the MRPS or deposit of any funds to that effect, the surplus will be paid to the holders of Ordinary Shares in proportion to the percentage of the notional capital held by each of them in the Company.”

Seventh resolution

The Meeting resolves to amend the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company, any lawyer or employee of Loyens & Loeff and any employee of MAS Luxembourg S.à.r.l. to proceed on behalf of the Company to the registration of the newly issued shares in the share register of the Company

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company in relation to this deed are estimated at approximately EUR 6,000.-.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary the present deed.

Traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille dix, le quatorzième jour d'octobre.

Par devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des actionnaires de RGHL Escrow Issuer (Luxembourg) I.S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, avec siège social au 6C, Parc d'Activités Syrdall, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 155.857 (la Société), constituée suivant acte de Maître Henri Hellinckx, en date du 1^{er} octobre 2010, en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. Les statuts de la société (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois par un acte de Maître Henri Hellinckx, en date du 1^{er} octobre 2010, en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Assemblée est présidée par Me Vanessa Schmitt, Avocat à la Cour, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le Président nomme comme Secrétaire M^e Torsten Sauer, Attorney-at-law, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'Assemblée nomme comme Scrutateur M^e Armony Allamanno, Attorney-at-law, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau de l'Assemblée ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter que:

I.- Les actionnaires représentés à l'Assemblée ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence ainsi que les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signée ne varietur par le mandataire des actionnaires représentés, les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistré.

II.- A la vue de la liste de présence sus mentionnée, l'entière du capital social émis de la Société est représentée à l'Assemblée de sorte que l'Assemblée peut valablement délibérer sur les points portés à l'ordre du jour.

III.- L'agenda de l'Assemblée est le suivant:

1. Renonciation aux convocations préalables;
2. Création de catégories d'actions dans le capital social de la Société à savoir (i) des actions ordinaires (les Actions Ordinaires) et (ii) des actions privilégiées obligatoirement remboursables (APOR) ayant toutes une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune;
3. Conversion des mille deux cent quarante (1.240) actions existantes dans le capital social de la Société en Actions Ordinaires;
4. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de trente et un mille euros (EUR 31.000) pour le porter d'un montant de trente et un mille euros (EUR 31.000), composé actuellement de mille deux cent quarante (1.240) Actions Ordinaires à soixante-deux mille euros (EUR 62.000) par la création et l'émission de mille deux cent quarante (1.240) APOR ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune;
5. Souscription et paiement de l'augmentation de capital décrite au point 4. ci-dessus, le montant restant devant être affecté au compte prime d'émission des APOR de la Société;
6. Modification subséquente et refonte des articles 5, 6, 10.1, 14, 15.1 et 15.2 des Statuts et création d'un nouvel article 15.3 des Statuts afin de refléter, entre autres, la création de nouvelles catégories d'actions adoptée au point 2. ci-dessus et l'augmentation de capital adoptée au point 4.
7. Modification du registre des actionnaires de la Société afin de refléter les changements ci-dessus avec mandat et autorisation donné à tout gérant de la Société, à tout avocat ou employé de Loyens & Loeff et à tout employé de MAS Luxembourg S.à.r.l.; de procéder au nom de la Société à l'enregistrement des nouvelles actions émises dans le registre des actionnaires de la Société.

8. Divers

IV. L'Assemblée prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de renoncer aux convocations préalables, les actionnaires de la Société ayant été régulièrement convoqués et ayant une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué à l'avance.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de créer des catégories d'actions dans le capital social de la Société à savoir (i) des actions ordinaires (les Actions Ordinaires) et (ii) des actions privilégiées obligatoirement remboursables (APOR) ayant toutes une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune

Troisième résolution

L'Assemblée décide de convertir les mille deux cent quarante (1.240) actions existantes dans le capital social de la Société en Actions Ordinaires.

Quatrième résolution

L'Assemblée décide d'augmenter capital social de la Société d'un montant de trente-et-un mille euros (EUR 31.000) pour le porter d'un montant de trente-et-un mille euros (EUR 31.000), composé actuellement de mille deux cent quarante (1.240) Actions Ordinaires à soixante-deux mille euros (EUR 62.000) par la création et l'émission de mille deux cent quarante (1.240) APOR ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune.

Déclaration - Souscription - Payment

Ensuite, l'actionnaire unique, Beverage Packaging Holdings (Luxembourg) I S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, avec siège social au 6C Parc d'Activités Syrdall, L5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 128.592, dûment représentée par Vanessa Schmitt, Avocat à la Cour, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé, déclare souscrire à mille deux cent quarante (1.240) APOR ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune et les libérer intégralement par un apport en numéraire de vingt-sept millions deux cent mille Dollars Américains (USD 27.200.000) (étant l'équivalent en USD de dix-neuf millions quatre cent quatre-vingt-sept mille trente-trois euros (EUR 19.487.033) au taux de change EUR 1/ USD 1,3958 tel que publié par la Banque Centrale Européenne le 13 octobre 2010 à affecter comme suit:

- un montant de trente et un mille euros (EUR 31.000) est à affecter au compte capital social de la Société; et
- un montant de dix-neuf millions quatre cent cinquante-six mille trente-trois euros (EUR 19.456.033) est à affecter au compte prime d'émission des APOR de la Société.

La somme de vingt-sept millions deux cent mille Dollars Américains (USD 27.200.000) (étant l'équivalent en USD de dix-neuf millions quatre cent quatre-vingt-sept mille trente-trois euros (EUR 19.487.033)) est à la disposition de la Société, tel qu'il en a été certifié au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

La procuration de l'actionnaire représenté, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de l'actionnaire représenté, les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte.

Cinquième résolution

L'Assemblée décide de modifier les articles 5 et 6 des Statuts afin de refléter les résolutions ci-dessus, qui se lisent désormais comme suit:

“ **Art. 5. Capital.** Le capital social est fixé à soixante-deux mille euros (EUR 62.000,-), représenté par mille deux cent quarante (1.240) actions ordinaires (les Actions Ordinaires) et mille deux cent quarante (1.240) actions privilégiées obligatoirement remboursables (les APOR) sous forme nominative, ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées. Les Actions Ordinaires et les APOR étant individuellement dénommées une Action et collectivement les Actions.

5.2 Les Actions Ordinaires

Toutes les Actions Ordinaires sont strictement identiques les unes par rapport aux autres.

5.3 Les APOR

(i) Tous les APOR sont strictement identiques les unes par rapport aux autres.

(ii) Remboursement:

(1) Actions Remboursables: Les APOR sont des actions remboursables aux termes de l'article 49-8 de la Loi. Les APOR souscrites et entièrement libérées seront remboursables (en cas de pluralité d'actionnaires détenteurs d'APOR, au prorata des APOR remboursables détenues par chacun des actionnaires détenteurs d'APOR) (a) sur demande de la Société conformément à la Loi, et (b) conformément aux termes et conditions régissant les APOR, obligatoirement dix (10) ans après la date d'émission desdites APOR. Le remboursement des APOR ne peut être opéré que grâce à des montants disponibles en vue de distribution conformément à l'article 72-1 de la Loi (fonds distribuables, y compris la réserve extraordinaire constituée à partir de fonds reçus par la Société au titre de primes d'émission) ou les produits d'une nouvelle émission effectuée aux fins de ce rachat. Les APOR rachetées peuvent être annulées sur demande du conseil d'administration de la Société par vote affirmatif de l'Assemblée Générale tenue conformément à l'Article 10 des présentes.

(2) Réserve Spéciale: un montant égal à la valeur nominale ou, en l'absence d'une telle valeur nominale, à la valeur au pair comptable de toutes les APOR rachetées devra être affecté à une réserve qui ne pourra être distribuée aux actionnaires, excepté en cas de réduction du capital social souscrit; cette réserve ne pourra être utilisée qu'aux fins d'augmentation du capital souscrite par capitalisation de réserves.

(3) Prix de Rachat: à moins de disposition contraire (i) contenue dans les présent Statuts ou (ii) résultant d'une convention écrite susceptible d'être conclue entre la Société et le ou les actionnaires détenteurs d'APOR, le prix de rachat des APOR payé en numéraire ou en nature sera égal à la valeur nominale des APOR, plus la Prime d'Emission APOR y correspondant, plus tout dividende cumulé et non versé.

(4) Procédure de rachat: à moins de convention écrite susceptible d'être conclue entre la Société et le ou les actionnaires détenteurs d'APOR, trois (3) jours au moins avant la date du rachat, un avis écrit sera expédié par lettre recommandée à chacun des actionnaires détenteurs d'APOR à sa dernière adresse indiquée au registre des actionnaires, indiquant à cet actionnaire le nombre d'APOR à être ainsi rachetées, et spécifiant la date de rachat, le prix de rachat, les

procédures exigées pour soumettre les APOR à la Société en vue du rachat, et la date prévue pour l'Assemblée Générale réunie en vue de décider le rachat des APOR. Le prix de rachat de ces APOR sera payable à l'ordre de la personne dont le nom figure au registre des actionnaires comme étant leur propriétaire, sur le compte bancaire communiqué à la Société par cet actionnaire dès avant la date de rachat.

(iii) Actions sans droit de vote:

(a) Les APOR ne bénéficient d'aucun droit de vote.

(b) Le ou les actionnaires détenteurs d'APOR sont néanmoins habilités à voter lors de toute Assemblée Générale réunie afin de statuer sur les matières suivantes:

- l'émission de nouvelles actions bénéficiant de droits préférentiels;
- la détermination du dividende privilégié cumulatif attaché aux actions sans droit de vote;
- la conversion d'actions privilégiées sans droit de vote en Actions Ordinaires;
- la réduction du capital social de la Société;
- toute modification de l'objet social de la Société;
- l'émission d'obligations convertibles;
- la dissolution anticipée de la Société;
- la transformation de la Société en une société dotée d'une forme juridique différente.

(c) Le ou les actionnaires détenteurs d'APOR possèdent les mêmes droits de vote que les porteurs d'Actions Ordinaires lors de toutes Assemblées Générales au cas où, en dépit de l'existence de bénéfices disponibles à ces fins, les dividendes cumulatifs privilégiés mentionnés à l'Article 14 n'ont pour quelque raison que ce soit pas été versés dans leur intégralité sur une période couvrant deux exercices financiers successifs, et cela jusqu'à ce que tout les dividendes cumulatifs privilégiés aient été perçus dans leur intégralité.

(d) Tous les avis, rapports et autres documents qui doivent aux termes de la Loi être envoyés ou notifiés aux actionnaires de la Société devront également être envoyés ou notifiés aux actionnaires d'APOR.

5.4 Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution de l'Assemblée Générale, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Actions.

6.1 Les Actions sont et resteront sous forme nominative.

6.2 Un registre des actions est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque actionnaire.

6.3 Une cession d'Action(s) s'opère par la mention sur le registre des actions, d'une déclaration de transfert, valablement datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs mandataires et suivant une notification à, ou une acceptation par, la Société, conformément à l'article 1690 du Code Civil. La Société peut également accepter comme preuve du transfert d'Action(s), d'autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

6.4 Les Actions sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par Action.

6.5 La Société peut racheter ses propres Actions dans les limites prévues par la Loi et par les Statuts.

Sixième résolution

L'Assemblée décide de modifier les articles 10.1, 14, 15.1 et 15.2 des Statuts et de créer un nouvel article 15.3 dans les Statuts, qui se lisent désormais comme suit:

« 10.1. Pouvoirs et droits de vote.

(i) Les résolutions des actionnaires sont adoptées lors des assemblées générales des actionnaires (l'Assemblée Générale). L'Assemblée Générale a les pouvoirs les plus étendus pour adopter et ratifier tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Chaque Action Ordinaire donne droit à un (1) vote. Chaque actionnaire détenteur d'APOR a seulement droit à un (1) vote quand l'Article 5.3 (iii) (b) et/ou (c) s'applique.

(iii) Les actionnaires détenteurs d'APOR sont habilités à prendre part à toutes les Assemblées Générales, mais ne peuvent voter que dans les circonstances prévues à l'Article 5.3 (iii) (b) et/ou (c).»

« 14. Affectation des bénéfices.

14.1 Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

14.2 Chaque APOR donne droit à un dividende cumulatif préférentiel à un taux annuel de cinq pour cent (5%) des bénéfices, cumulé et calculé sur base d'une année civile de (365) jours.

14.3 L'Assemblée Générale décide, après paiement du dividende cumulatif préférentiel, de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Elle peut allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

14.4 Après paiement du dividende cumulatif préférentiel, au cas où l'Assemblée Générale déciderait de procéder au paiement d'un dividende tel que prévu à l'Article 14.3, chaque actionnaire détenteur d'Actions Ordinaires aura droit à

une fraction du bénéfice total distribué en proportion du pourcentage du capital au sens large qu'il détient dans la Société, le capital au sens large désignant le capital social de la Société souscrit par cet actionnaire plus la prime d'émission des Actions Ordinaires y correspondante.

14.5 Conformément à l'Article 14.4, des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(iv) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(v) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale ou statutaire;

(vi) la décision de distribuer des dividendes intérimaires est adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires; et

(vii) dans leur rapport au Conseil, selon le cas, les commissaires ou les réviseurs d'entreprises doivent vérifier si les conditions prévues ci-dessous ont été remplies.»

« **15.1.** La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution de l'Assemblée Générale, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts. L'Assemblée Générale nomme un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires, pour réaliser la liquidation et détermine leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire de l'Assemblée Générale, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société, sous réserve des dispositions de l'Article 15.2 ci-dessous.

15.2. Après paiement de toutes dettes envers des tiers et apurement des passifs de la Société, ou le dépôt de tous fonds destinés à ces fins, l'actionnaire détenteur d'APOR ou, au cas où il y aurait pluralité d'actionnaires détenteurs APOR, chacun des actionnaires détenteurs d'APOR aura droit à percevoir un montant payable en numéraire ou en nature égal à ses dividendes cumulés et non versés, s'il en est, et au remboursement du capital au sens large détenu par chacun d'entre eux dans la Société, le capital au sens large désignant le capital social de la Société souscrit par cet actionnaire plus la Prime d'Emission APOR y correspondante.

15.3. Après paiement de toutes dettes et apurement des passifs de la Société (y compris en cela toutes les créances dans le chef des actionnaires) et après le paiement de tous les dividendes cumulés et non versés relatifs aux APOR et après le remboursement du capital au sens large ayant trait aux APOR, ou le dépôt de tous fonds destinés à ces fins, le surplus sera versé aux actionnaires détenteurs d'Actions Ordinaires en proportion du pourcentage du capital au sens large détenu par chacun d'eux dans la Société.»

Septième résolution

L'Assemblée décide de modifier le registre des actionnaires de la Société afin de refléter les changements ci-dessus avec mandat et autorisation donné à tout gérant de la Société, à tout avocat ou employé de Loyens & Loeff et à tout employé de MAS Luxembourg S.à.r.l. de procéder au nom de la Société à l'enregistrement des nouvelles actions émises dans le registre des actionnaires de la Société.

Frais

Le montant des dépenses relatives au présent acte s'élèvent approximativement à EUR 6.000,-.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivis d'une traduction française; à la requête des mêmes parties comparantes, en cas de divergence entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: V. SCHMITT, T. SAUER, A. ALLAMANNO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 21 octobre 2010. Relation: LAC/2010/46205. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Releveur (signé): F. SANDT.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 3 novembre 2010.

Référence de publication: 2010145462/427.

(100167160) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 novembre 2010.

**Pala Ventures S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Brollen Investments S.à r.l.).**

Capital social: USD 17.400,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 152.936.

In the year two thousand and ten, on the nineteenth of October.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

Pala Investments (Luxembourg) II S.à r.l., having its registered office at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 140.625, here represented by Ms Sabine Verena Arnold, employee, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal in Luxembourg on October 15th, 2010.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as aforementioned, declared being the Sole Partner of Brollen Investments S.à r.l. (the "Company") having its registered office at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 152.936 and incorporated by deed of Maître Henri HEL-LINCKX, notary residing in Luxembourg, on April 14th, 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on May 21st, 2010 under number 1077. The articles of incorporation have not yet been amended since.

The Sole Partner holds all the one million two hundred fifty thousand (1,250,000) shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each, representing the entire share capital of one twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), so that the following resolutions can valably be taken.

The Sole Partner requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Sole Partner resolves to change the name of the Company from Brollen Investments S.à r.l. to "Pala Ventures S.à r.l." and to consequently amend article 1 of the articles of incorporation of the Company so as to read as follows:

" Art. 1. Name. There is hereby formed a Société à responsabilité limitée, private limited liability company under the name "Pala Ventures S.à r.l." (the "Company") governed by the present Articles of incorporation and by current Luxembourg laws, and in particular the law of August 10th, 1915 on commercial companies (the "Law"), and the law of September 18th, 1933 and of December 28th, 1992 on "Sociétés à responsabilité limitée"."

Second resolution

The Sole Partner resolves to change the currency of the share capital of the Company from Euro into United States dollar by applying the exchange rate fixed on October 19th, 2010 corresponding to one Euro (EUR 1.-) = one point three nine two United States dollar (USD 1.392).

Third resolution

The Sole Partner resolves to convert the existing share capital of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) into seventeen thousand four hundred United States dollars (USD 17,400).

The Sole Partner resolves that one million two hundred and fifty (1.250.000) outstanding shares will be converted into one million seven hundred and forty thousand (1,740,000) shares with a nominal value of one cent of the United States dollars (USD 0.01) each.

Fourth resolution

The Sole Partner resolves that the share capital of the company as from now on amounts to seventeen thousand four hundred United States dollars (USD 17,400) divided into one million seven hundred and forty thousand (1,740,000) shares with a nominal value of one cent of the United States dollars (USD 0.01) each.

Fifth resolution

As a result of the above resolutions, the Sole Partner resolves to amend article 5, first paragraph of the articles of incorporation, which shall from now on read as follows:

" Art. 5. Capital. (First paragraph). The capital of the Company is set at seventeen thousand four hundred United States dollars (USD 17,400) represented by one million seven hundred and forty thousand (1,740,000) shares with a nominal value of one cent of the United States dollars (USD 0.01) each."

There being no further business on the agenda, the meeting was thereupon closed.

Estimated cost

The aggregate amount of costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which are to be borne by the Company or which shall be charged to the Company by reason of this deed, are estimated at approximately one thousand two hundred euro (EUR 1,200).

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that of the request of the parties hereto, the present deed was drafted in English followed by a French translation; at the request of the same appearing person in case of divergences between the English and French version, the English version will be prevailing.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing known to the notary by his name, first name, civil status and residence, appearing person signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille dix, le dix-neuf octobre.

Par devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Pala Investments (Luxembourg) II S.à r.l., ayant son siège social au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg et inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 140.625, ici représentée par Sabine Verena Arnold, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé à Luxembourg le 15 octobre 2010.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée «ne varietur» par les comparantes et le notaire instrumentant, annexée au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

La comparante, représentée comme prédécrit, déclare être l'Associée Unique de Brollen Investments S.à r.l. (la «Société») ayant son siège social au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 152.936 et constituée suivant un acte de Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, le 14 avril 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 21 mai 2010 sous le numéro 1077. Les statuts de la Société n'ont pas encore été modifiés depuis.

L'Associée Unique détient toutes les un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un cent (0,01 EUR), chacune, représentant la totalité du capital social de douze mille cinq cents euros (12.500.-EUR), de sorte que les résolutions suivantes peuvent être valablement prises.

L'Associée Unique a requis le notaire d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associée Unique décide de changer le nom de la Société de Brollen Investments S.à r.l. en «Pala Ventures S.à r.l.» et de modifier en conséquence l'article 1 des statuts de la Société pour lui donner désormais la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}. Dénomination.** Il est constitué par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination «Pala Ventures S.à r.l.» (la «Société»), régie par les présents Statuts et par les lois luxembourgeoises actuellement en vigueur et en particulier la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la «Loi»), et les lois du 18 septembre 1933 et 28 décembre 1992 sur les sociétés à responsabilité limitée.»

Deuxième résolution

L'Associée Unique décide de convertir la devise du capital de la société d'euros en dollars US par application du taux de conversion fixé le 19 octobre 2010 et correspondant a un euro (1.-EUR) = un virgule trois neuf deux US dollars (USD 1,392).

Troisième résolution

L'Associée Unique décide de convertir le capital existant d'un montant de douze mille cinq cents euros (12.500.-EUR) en dix-sept mille quatre cents US dollars (17.400.-USD).

L'Associée Unique décide de convertir les un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales en un million sept cent quarante mille (1.740.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un cent de dollars US (USD 0,01) chacune.

Quatrième résolution

L'Associée Unique décide que le capital social de la société s'élève désormais à dix-sept mille quatre cents US dollars (17.400.-USD) divisé en un million sept cent quarante mille (1.740.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un cent de dollars US (USD 0,01) chacune.

Cinquième résolution

En conséquence des résolutions adoptées ci-dessus, l'Associée Unique décide de modifier l'article 5, alinéa 1^{er} des statuts de la société qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 5. Capital. (Alinéa 1^{er}).** Le capital social de la Société est fixé à dix-sept mille quatre cents US dollars (17.400.-USD) divisé en un million sept cent quarante mille (1.740.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un cent de dollars US (USD 0,01) chacune.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Estimation des coûts

Les dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui sont à la charge de la Société ou qui seront supportés par la Société en raison du présent acte sont estimés approximativement à mille deux cents euros (1.200.-EUR).

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, constate que sur demande des parties, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française; à la demande des mêmes parties comparantes en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante connue du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, la comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Sabine Verena Arnold et Martine Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 22 octobre 2010. LAC/2010/46412. Reçu soixante-quinze euros (75.-€).

Le Receveur (signé): Francis Sandt.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 octobre 2010.

Référence de publication: 2010143172/127.

(100164523) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2010.

Bendick Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2610 Luxembourg, 160, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 54.878.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 octobre 2010.

Référence de publication: 2010143177/10.

(100164819) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2010.

**CURA Investment Corporation, Société à responsabilité limitée,
(anc. Cura/GGP Investment Corporation).**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 113.437.

In the year two thousand and ten, on the fourteenth day of October.

Before us, Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem, Grand-Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

“CURA Beteiligungsgesellschaft Türkei m.b.H.”, a company incorporated and existing under the laws of Germany, registered with the commercial Register at the local court of Hamburg under registration number HRB 91.602, having its registered office at Wandsbeker Straße 37, 22179 Hamburg, Germany,

here represented by Ms. Raphaela Savelsberg, Rechtsanwältin, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Hamburg on 14 October 2010.

The said proxy, initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole partner of “CURA/GGP Investment Corporation” (hereinafter the “Company”), a société à responsabilité limitée, having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 113.437, incorporated pursuant to a deed of the un-

dersigned notary on 10 January 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, n° 727, page 34.872, on 10 April 2006. The articles of association have last been amended pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, on 10 December 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, n° 326, page 15626, on 13 February 2009.

The appearing party, representing the whole corporate capital and having waived any notice requirements requests the notary to enact the following resolutions:

First resolution

The sole partner resolves to modify the Company's name from "CURA/GGP Investment Corporation" to "CURA Investment Corporation".

Second resolution

The sole partner resolves to modify the object of the Company as follows:

"The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio.

An additional purpose of the Company is the acquisition and sale of real estate properties either in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad as well as all operations relating to real estate properties, including the direct or indirect holding of participation in Luxembourg or foreign companies, the principal object of which is the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate properties.

The Company may further guarantee, grant security in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may borrow in any form and may issue any kind of notes, bonds and debentures and generally issue any debt, equity and/or hybrid securities in accordance with Luxembourg law.

The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it may deem useful in accomplishment of these purposes."

Third resolution

The sole partner resolves to cancel the different classes of shares and to convert the existing nine hundred and thirty-eight thousand four hundred and twenty-four (938,424) shares of Class A and the nine hundred and thirty-eight thousand four hundred and twenty-four (938,424) shares of Class B into ordinary shares so that the share capital of the Company at an amount of forty-six million nine hundred and twenty-one thousand two hundred euro (EUR 46,921,200) is henceforth represented by one million eight hundred and seventy-six thousand eight hundred and forty-eight (1,876,848) shares with a nominal value of twenty-five euro (EUR 25) each.

Fourth resolution

The sole partner resolves to cancel the different classes of managers so that the board of managers shall be composed by one or several managers. The sole partner further resolves (i) to revoke Dr. Thomas Finne as A Manager and Mr. Henning Eggers as B Manager and (ii) to appoint Dr. Thomas Finne and Mr. Henning Eggers as managers and resolves that the statutory power to bind the Company shall be the signature of the sole manager or, if there is more than one manager, by the individual signature of any manager and by the signature of any duly authorised representative within the limits of such authorisation.

Fifth resolution

The sole partner then resolves to fully restate the articles of association of the Company as follows:

"A. Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. There hereby exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name of CURA Investment Corporation (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by the present articles of association.

Art. 2. The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio.

An additional purpose of the Company is the acquisition and sale of real estate properties either in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad as well as all operations relating to real estate properties, including the direct or indirect holding

of participation in Luxembourg or foreign companies, the principal object of which is the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate properties.

The Company may further guarantee, grant security in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may borrow in any form and may issue any kind of notes, bonds and debentures and generally issue any debt, equity and/or hybrid securities in accordance with Luxembourg law.

The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it may deem useful in accomplishment of these purposes.

Art. 3. The Company is incorporated for an unlimited period.

Art. 4. The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg. The registered office may be transferred within the same municipality by decision of the manager or, in case of several managers, of the board of managers.

Branches or other offices may be established either in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the manager or, in case of several managers, by the board of managers.

In the event that the manager or the board of managers determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares

Art. 5. The Company's share capital is set at forty-six million nine hundred and twenty-one thousand two hundred euro (EUR 46,921,200) represented by one million eight hundred and seventy-six thousand eight hundred and forty-eight (1,876,848) shares with a par value of twenty-five euro (EUR 25) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings of partners.

Art. 6. The share capital may be modified at any time by approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least in accordance with the provisions of the Law.

The Company may redeem its own shares in accordance with the provisions of the Law.

Art. 7. The Company will recognize only one holder per share. Joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

Art. 8. The Company's shares are freely transferable among shareholders. Any inter vivos transfer to a new shareholder is subject to the approval of such transfer given by the other shareholders representing a majority of three quarters of the share capital.

In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the owners of shares representing three quarters of the rights of the survivors, subject to and in accordance with the Law. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

The Company may have one or several shareholders, with a maximum number of forty (40), unless otherwise provided by law.

Art. 9. The death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency of any of the shareholders will not cause the dissolution of the Company.

C. Management

Art. 10. The Company is managed by one or several managers. In dealing with third parties, the manager, or in case of several managers, the board of managers has extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorise all acts and operations consistent with the Company's purpose. The manager(s) is(are) appointed by the sole shareholder, or as the case may be, the shareholders, who fix(es) the term of their office. They may be dismissed freely at any time by the sole shareholder, or as the case may be, the shareholders.

The Company will be bound in all circumstances by the signature of the sole manager or, if there is more than one manager, by the individual signature of any manager and by the signature of any duly authorised representative within the limits of such authorisation.

Art. 11. In case of several managers, the Company is managed by a board of managers which may choose from among its members a chairman, and, as the case may be, a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or two managers, at the place indicated in the notice of meeting. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting. The chairman shall preside at meetings of the board of managers, but in his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers at least twenty-four (24) hours in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be waived by consent in writing, by facsimile, e-mail or any other similar means of communication. A separate notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

No notice shall be required in case all the members of the board of managers are present or represented at a meeting of such board of managers or in the case of resolutions in writing approved and signed by all the members of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by facsimile, e-mail or any other similar means of communication another manager as his proxy. A manager may represent more than one of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation of all such persons in the meeting. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting; in case of tied votes, the chairman, if any, shall not have a casting vote.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, e-mail or any other similar means of communication. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

Art. 12. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman, if any, or, in his absence, by two managers. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, if any, or by two managers or by any person duly appointed to that effect by the board of managers.

Art. 13. The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 14. The managers do not assume, by reason of their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are authorised agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

Art. 15. The manager or, in case of several managers, the board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of a statement of accounts prepared by the manager or the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established by law or by these articles of association.

D. Supervision of the company

Art. 16. The operations of the Company may be supervised by one or several statutory auditors, which need not be shareholders. The general meeting of shareholders may appoint one or more statutory auditor(s) and determines the term of its (their) office. In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the general meeting of shareholders will appoint one or more statutory auditor(s).

Any statutory auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

The statutory auditors have an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditor'(s) (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the Trade and Companies' Register and the accounting and annual accounts of undertakings, the institution of statutory auditor(s) is suppressed.

E. Decisions of the sole shareholder - Collective decisions of the shareholders

Art. 17. Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns. Each shareholder is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

Art. 18. The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association. Save a higher majority as provided herein, collective decisions are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

The shareholders may not change the nationality of the Company otherwise than by unanimous consent. Any other amendment of the articles of association requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

Art. 19. In the case of a sole shareholder, such shareholder exercises the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law. In such case, any reference made herein to the "general meeting of shareholders" shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

F. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits

Art. 20. The Company's financial year commences on 1st January and ends on 31st December of the same year.

Art. 21. Each year on 31st December, the accounts are closed and the manager, or, as the case may be, the board of managers, prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 22. Each year, five per cent (5%) of the net profit is set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital. The balance may be freely used by the shareholders.

G. Dissolution - Liquidation

Art. 23. In the event of dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, who need not be shareholders, and which are appointed by the general meeting of shareholders which will determine their powers and fees. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders in proportion to the shares of the Company held by them.

Art. 24. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law."

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a German version; on request of the appearing party and in case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, this person signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes

Im Jahre zweitausendundzehn, am vierzehnten Oktober.

Vor dem unterzeichnenden Notar Maître Jean-Joseph Wagner, mit Amtssitz in Sassenheim, Großherzogtum Luxemburg.

IST ERSCHIENEN:

„CURA Beteiligungsgesellschaft Türkei m.b.H.“, eine nach deutschem Recht gegründete und bestehende Gesellschaft, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Hamburg unter der Nummer HRB 91.602, mit Sitz in der Wandsbeker Straße 3-7, 22179 Hamburg, Deutschland,

hier vertreten durch Frau Raphaela Savelsberg, Rechtsanwältin, wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer am 14. Oktober 2010 in Hamburg erteilten Vollmacht.

Die vorerwähnte Vollmacht bleibt, nach Paraphierung ne varietur durch den Vertreter der erschienenen Partei und den beurkundenden Notar, vorliegender Urkunde als Anlage beigelegt, um mit derselben hinterlegt zu werden.

Die erschienene Partei ist Alleingesellschafterin der „CURA/GGP Investment Corporation“ (nachfolgend die „Gesellschaft“), einer société à responsabilité limitée mit Sitz in der 5, rue Guillaume Kroll L-1882 Luxemburg, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 113.437, gegründet am 10. Januar 2006 gemäß einer Urkunde des unterzeichnenden Notars, welche am 10. April 2006 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° 727, Seite 34.872, veröffentlicht wurde. Die Satzung der Gesellschaft wurde zuletzt gemäß einer Urkunde von Maître Henri Hellinckx, Notar mit Amtssitz in Luxemburg am 10. Dezember 2008 geändert, welche am 13. Februar 2009 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, n° 326, Seite 15626 veröffentlicht wurde.

Die erschienene Partei, die das gesamte Gesellschaftskapital vertritt und auf alle Einberufungserfordernisse verzichtet hat, ersucht den Notar die folgenden Beschlüsse zu beurkunden:

126124

Erster Beschluss

Der Alleingesellschafter beschließt den Firmennamen der Gesellschaft von „CURA/GGP Investment Corporation“ in „CURA Investment Corporation“ zu ändern.

Zweiter Beschluss

Der Alleingesellschafter beschließt den Gesellschaftszweck folgendermaßen zu ändern:

„Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb von Beteiligungen jeder Art an in- und ausländischen Gesellschaften und sonstige Vermögensanlagen jeder Art, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, die Übertragung von Wertpapieren durch Verkauf, Tausch oder auf andere Weise sowie die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen.

Ein zusätzlicher Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb und Verkauf von Grundeigentum/Immobilien im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland, sowie alle Tätigkeiten im Zusammenhang mit Grundeigentum bzw. Immobilien, einschließlich der direkten oder indirekten Beteiligung an luxemburgischen oder ausländischen Gesellschaften, deren Hauptzweck es ist, Grundeigentum/Immobilien zu erwerben, zu entwickeln, zu fördern, zu verkaufen, zu verwalten und/oder zu vermieten.

Die Gesellschaft kann ferner für Gesellschaften, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören, Dritten gegenüber Garantien geben, Sicherheiten einräumen um ihre Verpflichtungen oder die Verpflichtungen dieser Gesellschaften zu sichern, ihnen Kredite gewähren oder sie auf andere Weise unterstützen.

Die Gesellschaft kann in jeder Form Geld leihen bzw. aufnehmen und alle Arten von Schuldscheinen, Schuldverschreibungen, Anleihen und generell jede Form von Schuld- bzw. Wertpapieren, hybriden Wertpapieren und Optionsscheinen ausgeben.

Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten kaufmännischer, gewerblicher und finanzieller Natur oder im Zusammenhang mit Grundeigentum oder gewerblichem Rechtsschutz vornehmen, die ihr zur Erreichung dieser Zwecke förderlich erscheinen.“

Dritter Beschluss

Der Alleingesellschafter beschließt, die verschiedenen Anteilklassen aufzuheben und die bestehenden neunhundertachtunddreißigtausendvierhundertvierundzwanzig (938,424) Anteile der Klasse A und neunhundertachtunddreißigtausendvierhundertvierundzwanzig (938,424) Anteile der Klasse B in gewöhnliche Anteile umzuwandeln, so dass das Gesellschaftskapital in Höhe von sechsendvierzig Millionen neunhunderteinundzwanzigtausendzweihundert Euro (EUR 46,921,200) nunmehr in eine Million achthundertsechundsiebzigtausendachtundvierzig (1,876,848) Anteile mit einem Nennwert von je fünfundzwanzig Euro (EUR 25) aufgeteilt ist.

Vierter Beschluss

Der Alleingesellschafter beschließt, die verschiedenen Klassen von Geschäftsführern aufzuheben, so dass der Rat der Geschäftsführer besteht, der aus einem oder mehreren Geschäftsführern besteht. Der Alleingesellschafter beschließt des Weiteren, (i) Herrn Dr. Thomas Finne als A Geschäftsführer der Gesellschaft und Herrn Henning Eggers als B Geschäftsführer mit sofortiger Wirkung abuberufen, und (ii) Herrn Dr. Thomas Finne und Herrn Henning Eggers mit sofortiger Wirkung zu Geschäftsführern der Gesellschaft zu ernennen und beschließt, dass die Gesellschaft jederzeit durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder bei mehreren Geschäftsführern durch die Einzelunterschrift jedes Geschäftsführers und durch die Unterschrift eines jeden ordnungsgemäß Bevollmächtigten im Rahmen dieser Bevollmächtigung verpflichtet werden kann.

Fünfter Beschluss

Der Alleingesellschafter beschließt, dass die gesamte Satzung nunmehr folgendermaßen lautet:

„A. Name - Dauer - Zweck - Eingetragener Sitz

Art. 1. Hiermit besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) nach luxemburgischem Recht mit dem Firmennamen CURA Investment Corporation (nachstehend die „Gesellschaft“) nach Maßgabe der Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften in seiner geänderten Fassung (das „Gesetz von 1915“) und der Bestimmungen der vorliegenden Satzung.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb von Beteiligungen jeder Art an in- und ausländischen Gesellschaften und sonstige Vermögensanlagen jeder Art, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, die Übertragung von Wertpapieren durch Verkauf, Tausch oder auf andere Weise sowie die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen.

Ein zusätzlicher Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb und Verkauf von Grundeigentum/Immobilien im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland, sowie alle Tätigkeiten im Zusammenhang mit Grundeigentum bzw. Immobilien, einschließlich der direkten oder indirekten Beteiligung an luxemburgischen oder ausländischen Gesellschaften, deren

Hauptzweck es ist, Grundeigentum/Immobilien zu erwerben, zu entwickeln, zu fördern, zu verkaufen, zu verwalten und/oder zu vermieten.

Die Gesellschaft kann ferner für Gesellschaften, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören, Dritten gegenüber Garantien geben, Sicherheiten einräumen um ihre Verpflichtungen oder die Verpflichtungen dieser Gesellschaften zu sichern, ihnen Kredite gewähren oder sie auf andere Weise unterstützen.

Die Gesellschaft kann in jeder Form Geld leihen bzw. aufnehmen und alle Arten von Schuldscheinen, Schuldverschreibungen, Anleihen und generell jede Form von Schuld- bzw. Wertpapieren, hybriden Wertpapieren und Optionsscheinen ausgeben.

Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten kaufmännischer, gewerblicher und finanzieller Natur oder im Zusammenhang mit Grundeigentum oder gewerblichem Rechtsschutz vornehmen, die ihr zur Erreichung dieser Zwecke förderlich erscheinen.

Art. 3. Die Dauer der Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit festgesetzt.

Art. 4. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg. Der Gesellschaftssitz kann durch einen Beschluss des Rates der Geschäftsführer an jeden beliebigen Ort innerhalb derselben Gemeinde verlegt werden.

Die Gesellschaft kann durch Beschluss des alleinigen Geschäftsführers, oder bei mehreren Geschäftsführern des Rates der Geschäftsführer Zweigstellen oder Agenturen sowohl in Luxemburg als auch im Ausland errichten.

Sollten der Rat der Geschäftsführer feststellen, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche oder gesellschaftliche Entwicklungen aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, die die gewöhnlichen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem Gesellschaftssitz oder die Kommunikation zwischen ihrem Gesellschaftssitz und Personen im Ausland stören können, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend ins Ausland verlegt werden bis zur vollständigen Normalisierung der Verhältnisse; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz einer vorübergehenden Verlegung ihres Gesellschaftssitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

B. Gesellschaftskapital - Anteile

Art. 5. Das Gesellschaftskapital beträgt sechsundvierzig Millionen neunhundert-einundzwanzigtausendzweihundert Euro (EUR 46,921,200) aufgeteilt ist in eine Million achthundertsechundsiebzigtausendachtundvierzig (1,876,848) Anteile mit einem Nennwert von je fünfundzwanzig Euro (EUR 25).

Jeder Anteil gewährt eine Stimme bei ordentlichen und außerordentlichen Hauptversammlungen.

Art. 6. Das Gesellschaftskapital kann jederzeit durch Beschluss (i) einer Mehrheit von Gesellschaftern, (ii) die zumindest drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, im Einklang mit dem Gesetz von 1915 geändert werden.

Die Gesellschaft kann in Übereinstimmung mit dem Gesetz von 1915 ihre eigenen Aktien zurückkaufen und halten.

Art. 7. Die Gesellschaft erkennt nur einen einzigen Inhaber pro Anteil an. Steht ein Anteil mehreren Berechtigten zu, so ernennen sie einen gemeinschaftlichen Vertreter, der sie gegenüber der Gesellschaft vertritt.

Art. 8. Die Anteile können zwischen den Gesellschaftern frei übertragen werden. Die Übertragung von Gesellschaftsanteilen unter Lebenden an Nichtgesellschafter bedarf der Zustimmung von Gesellschaftern, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten.

Im Fall des Todes eines Gesellschafter können die Anteile des verstorbenen Gesellschafter an einen Dritten nur mit Zustimmung der Inhaber von Anteilen, die drei Viertel der Rechte der Überlebenden vertreten und im Übereinstimmung mit und unter den Voraussetzungen des Gesetzes von 1915 übertragen werden. Eine derartige Zustimmung ist nicht erforderlich, wenn die Übertragung an Eltern oder Abkömmlinge oder an den überlebenden Ehegatten erfolgt.

Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben, jedoch höchstens vierzig (40), sofern das Gesetz von 1915 nichts Gegenteiliges vorgeschreibt.

Art. 9. Die Gesellschaft wird weder durch Tod, noch durch Entmündigung, Konkurs oder Zahlungsunfähigkeit eines ihrer Gesellschafter aufgelöst.

C. Geschäftsführung

Art. 10. Die Geschäftsführung obliegt einem oder mehreren Geschäftsführern.

Gegenüber Dritten ist der Geschäftsführer, bzw. im Fall von mehreren Geschäftsführern der Rat der Geschäftsführer, unter allen Umständen unbeschränkt befugt, im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle mit dem Gesellschaftszweck im Einklang stehenden Geschäfte und Handlungen zu genehmigen. Die Geschäftsführer werden durch den Alleingesellschafter bzw. durch die Gesellschafter bestellt, welche(r) die Dauer ihrer Amtszeit festlegt(festlegen). Die Bestellung eines Geschäftsführers kann jederzeit und ohne Angabe von Gründen vom Alleingesellschafter bzw. von den Gesellschaftern widerrufen werden.

Die Gesellschaft wird jederzeit durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder bei mehreren Geschäftsführern durch die Einzelunterschrift jedes Geschäftsführers und durch die Unterschrift eines jeden ordnungsgemäß Bevollmächtigten im Rahmen dieser Bevollmächtigung verpflichtet.

Art. 11. Bei Bestellung mehrerer Geschäftsführer wird die Gesellschaft durch den Rat der Geschäftsführer geleitet, welche aus dem Kreis ihrer Mitglieder einen Vorsitzenden und gegebenenfalls einen stellvertretenden Vorsitzenden auswählen kann. Sie kann außerdem einen Schriftführer bestimmen, welcher kein Geschäftsführer sein muss und welcher für die Protokolle der Sitzungen der Geschäftsführung verantwortlich ist.

Der Rat der Geschäftsführer wird durch den Vorsitzenden oder durch zwei Geschäftsführer an dem im Einladungsschreiben genannten Ort einberufen. Die Sitzungen der Geschäftsführung finden am Gesellschaftssitz statt, sofern nicht anders im Einladungsschreiben bestimmt. Der Vorsitzende nimmt den Vorsitz bei allen Sitzungen der Geschäftsführung wahr; in seiner Abwesenheit kann jedoch der Rat der Geschäftsführer per Mehrheitsbeschluss der Anwesenden einen anderen Geschäftsführer zum Vorsitzenden pro tempore ernennen.

Die Geschäftsführer erhalten spätestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung vorgesehenen Zeitpunkt ein schriftliches Einladungsschreiben, außer in dringenden Fällen, in denen Art und Grund der Dringlichkeit im Einladungsschreiben angegeben werden müssen. Auf das Einladungsschreiben kann durch schriftliche Zustimmung, Fax, E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel verzichtet werden. Ein gesondertes Einladungsschreiben ist für Sitzungen der Geschäftsführung nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort der Sitzung in einem vorangehenden Geschäftsführungsbeschluss festgesetzt wurden.

Sind alle Geschäftsführer in einer Sitzung anwesend oder vertreten oder im Falle schriftlicher Beschlüsse, denen alle Geschäftsführer zustimmen und die von allen Geschäftsführern unterschrieben werden, ist kein Einladungsschreiben erforderlich.

Jeder Geschäftsführer kann sich in den Sitzungen der Geschäftsführung durch einen anderen Geschäftsführer mittels einer schriftlich oder durch Fax, E-Mail oder ein vergleichbares Kommunikationsmittel erteilten Vollmacht vertreten lassen. Ein Geschäftsführer kann mehrere Geschäftsführer vertreten.

Jeder Geschäftsführer kann an der Sitzung durch Telefon- oder Videokonferenzschaltung oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel teilnehmen, sofern dieses den an der Sitzung teilnehmenden Personen eine ununterbrochene Verständigung untereinander erlaubt und eine effektive Teilnahme dieser Teilnehmer an der Sitzung ermöglicht. Eine derartige Teilnahme an einer Sitzung entspricht der persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung.

Der Rat der Geschäftsführer kann nur dann wirksam beraten oder handeln, wenn zumindest die Mehrheit der Geschäftsführer bei einer Sitzung anwesend oder vertreten ist. Beschlüsse der Geschäftsführung werden mit einfacher Stimmenmehrheit der auf der jeweiligen Sitzung anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Bei Stimmengleichheit hat der Vorsitzende, falls vorhanden keine ausschlaggebende Stimme.

Einstimmige Beschlüsse der Geschäftsführung können auch in Form von Umlaufbeschlüssen gefasst werden, wenn die Zustimmung schriftlich, durch Fax, E-Mail oder ein vergleichbares Kommunikationsmittel abgegeben wird. Die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll, das dem Nachweis der Beschlussfassung dient.

Art. 12. Die Protokolle jeder Sitzung der Geschäftsführung werden vom Vorsitzenden oder in seiner Abwesenheit von zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Kopien oder Auszüge der Protokolle, die in Gerichtsverfahren oder anderweitig vorgelegt werden können, werden vom Vorsitzenden, falls vorhanden, oder von zwei Geschäftsführern oder von einer durch den Rat der Geschäftsführer zu diesem Zweck bestellten Person unterzeichnet.

Art. 13. Der Tod oder der Rücktritt eines Geschäftsführers, aus welchen Gründen auch immer, bewirkt nicht die Auflösung der Gesellschaft.

Art. 14. Die Geschäftsführer haften nicht persönlich aufgrund der Ausübung ihrer Funktion für die von ihnen im Namen der Gesellschaft ordnungsgemäß eingegangenen Verpflichtungen. Sie sind nur bestellte Vertreter der Gesellschaft und als solche ausschließlich für die ordnungsgemäße Ausübung ihres Mandats verantwortlich.

Art. 15. Der Geschäftsführer oder im Falle einer Mehrzahl von Geschäftsführern der Rat der Geschäftsführer kann entscheiden, Abschlagsdividenden auf der Basis eines von dem oder den Geschäftsführer(n) erstellten vorläufigen Abschlusses auszuzahlen, aus dem hervorgeht, dass ausreichende Finanzmittel zur Ausschüttung vorhanden sind, wobei der auszuschüttende Betrag nicht die Summe der erzielten Gewinne seit dem Ende des letzten Geschäftsjahres, erhöht um den Gewinnvortrag und die ausschüttbaren Rücklagen, jedoch abzüglich des Verlustvortrages und der Summen, die aufgrund einer gesetzlichen oder einer satzungsmäßigen Verpflichtung den Rücklagen zuzuschreiben sind, überschreiten darf.

D. Aufsicht der Gesellschaft

Art. 16. Die Geschäfte der Gesellschaft werden durch einen oder mehrere satzungsmäßigen Buchprüfer beaufsichtigt (commissaire(s)). Die Hauptversammlung der Aktionäre ernennt die satzungsmäßigen Buchprüfer und legt ihre Amtszeit fest, welche nicht mehr als sechs (6) Jahre betragen darf. Sofern die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, muss die Hauptversammlung einen oder mehrere satzungsgemäße Rechnungsprüfer ernennen.

Jeder satzungsmäßige Buchprüfer kann jederzeit und ohne Grund von der Hauptversammlung der Aktionäre abberufen werden.

Die satzungsmäßigen Buchprüfer haben ein unbeschränktes Recht zur Aufsicht und Kontrolle aller Geschäfte der Gesellschaft.

Wenn die Hauptversammlung der Aktionäre, im Einklang mit den Bestimmungen des Artikels 69 des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 betreffend das Handelsregister und die Buchhaltung und den Jahresabschluss von Unternehmen einen oder mehrere unabhängige Wirtschaftsprüfer (réviseurs d'entreprise agréé(s)) ernannt hat, ersetzen diese die satzungsmäßigen Buchprüfer.

E. Entscheidungen des alleinigen Gesellschafters - Hauptversammlungen der Gesellschafter

Art. 17. Jeder Gesellschafter kann unabhängig von der Anzahl seiner Anteile an gemeinschaftlichen Entscheidungen teilnehmen. Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Gesellschaftsanteile hält oder vertritt.

Art. 18. Wirksam gefasste Entscheidungen bedürfen der Zustimmung von Gesellschaftern, welche mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, sofern nicht gesetzlich eine größere Mehrheit vorgeschrieben ist oder die vorliegende Satzung keine größere Mehrheit vorschreibt.

Die Änderung der Nationalität der Gesellschaft bedarf der Einstimmigkeit. Jede andere Änderung der Satzung bedarf der Zustimmung (i) einer Mehrheit von Gesellschaftern, welche (ii) zumindest drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten.

Art. 19. Im Falle eines Alleingesellschafters übt dieser die der Hauptversammlung der Gesellschafter gemäß Abschnitt XII des Gesetzes von 1915 verliehenen Befugnisse aus. In diesem Fall ist jede Bezugnahme auf die „Hauptversammlung der Gesellschafter“ je nach Zusammenhang und soweit anwendbar als eine Bezugnahme auf den Alleingesellschafter zu verstehen und die der Hauptversammlung der Gesellschafter verliehenen Befugnisse werden von dem Alleingesellschafter ausgeübt.

F. Geschäftsjahr - Konten - Ausschüttung von Gewinnen

Art. 20. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

Art. 21. Am 31. Dezember eines jeden Jahres werden die Konten abgeschlossen und der Geschäftsführer oder der Rat der Geschäftsführer erstellt eine Bestandsaufnahme, die Angaben des Wertes des Vermögens und der Verbindlichkeiten der Gesellschaft enthält. Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz Einsicht in diese Bestandsaufnahme und die Bilanz nehmen.

Art. 22. Fünf Prozent (5%) des Nettogewinns werden der gesetzlichen Rücklage zugeführt, bis diese Rücklage zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt. Der verbleibende Betrag steht den Gesellschaftern zur freien Verfügung.

G. Gesellschaftsauflösung - Liquidation

Art. 23. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird diese von einem oder mehreren von der Hauptversammlung der Gesellschafter ernannten Abwicklern, welche keine Gesellschafter sein müssen, liquidiert. Die Hauptversammlung bestimmt ihre Befugnisse und Bezüge. Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen haben die Abwickler die weitestgehenden Befugnisse im Hinblick auf die Realisierung der Vermögenswerte und die Begleichung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

Der Überschuss, der aus der Realisierung der Vermögenswerte und der Begleichung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft hervorgeht, wird unter den Gesellschaftern im Verhältnis zu den von ihnen gehaltenen Anteilen am Gesellschaftskapital aufgeteilt.

Art. 24. Für alle nicht in dieser Satzung geregelten Fragen gilt ergänzend das Gesetz von 1915.“

Worüber diese notarielle Urkunde in Luxemburg zum eingangs erwähnten Datum aufgenommen wurde.

Der beurkundende Notar, der die englische Sprache beherrscht, bestätigt hiermit, dass die vorliegende Urkunde auf Verlangen der erschienenen Partei in englischer Sprache mit nachfolgender deutscher Übersetzung aufgenommen wird; auf Verlangen der erschienenen Parteien und im Fall einer Abweichungen der englischen von der deutschen Fassung, kommt der englischen Fassung Vorrang zu.

Die vorstehende Niederschrift ist dem Vertreter der erschienenen Partei, welcher dem Notar mit Name, Vorname und Wohnsitz bekannt ist, verlesen worden und vom Notar zusammen mit diesem Vertreter der erschienenen Parteien unterzeichnet worden.

Gezeichnet: R. SAVELSBURG, J.J. WAGNER.

Einregistriert zu Esch/Alzette A.C., am 19. Oktober 2010. Relation: EAC/2010/12563. Erhalten fünfundsiebzig Euro (75.-EUR).

Der Einnehmer (gezeichnet): SANTIONI.

Référence de publication: 2010143203/448.

(100164795) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2010.

BIOCARDEL Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 4A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 131.862.

—
EXTRAIT

Il résulte d'une lettre recommandée adressée à Biocardel Luxembourg S.A. que Premium Investment Partners S.A., ayant son siège social à L-1319 Luxembourg, 126, rue Cents a démissionné de son poste comme commissaire aux comptes de la société.

Luxembourg, le 28 octobre 2010.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2010143179/14.

(100164446) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2010.

BM Parts S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 84.630.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 octobre 2010.

Référence de publication: 2010143182/10.

(100164507) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2010.

BP Caplux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8309 Capellen, Aire de Capellen.
R.C.S. Luxembourg B 72.864.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire de la Société qui s'est tenue en date du 9 juillet 2010 que:

1) Les mandats d'administrateurs de Messieurs Romain Hoffmann et Harry Milde ayant expiré, ils sont reconduits pour une durée de six années, soit jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'an 2016;

2) Le mandat de la société Ernst & Young, établie et ayant son siège social à L-5365 MUNSBACH - 7, Parc d'Activité Syrdall, en tant que commissaire aux comptes est également reconduit jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'an 2011.

Luxembourg, le 22 octobre 2010.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Nicolas SCHAEFFER

Mandataire dépositaire

Référence de publication: 2010143183/19.

(100164296) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2010.

CanWest International Holdings (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 208, Val des Bons-Malades.
R.C.S. Luxembourg B 83.717.

—
Les comptes annuels au 31 AOUT 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2010143188/11.

(100164871) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2010.

C.A.I. (Construction et aménagement intérieur), Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5316 Contern, 21, rue des Prés.
R.C.S. Luxembourg B 92.587.

Le bilan au 31.12.2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme
Pour C.A.I. S.A R.L.
Signature

Référence de publication: 2010143186/12.

(100164547) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2010.

Centrum K Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.
R.C.S. Luxembourg B 85.522.

EXTRAIT

L'Assemblée Générale des Associés tenue en date du 30 décembre 2008 a approuvé les résolutions suivantes:

- La démission de Roeland Pels, en tant que gérant, est acceptée avec effet immédiat.
- Jorrit Crompvoets, avec adresse professionnelle au 12 rue Léon Thyès, L-2636 Luxembourg, est élu nouveau gérant B de la société avec effet immédiat pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 26 octobre 2010.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2010143190/15.

(100164133) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2010.

HB Reavis Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 156.287.

STATUTES

In the year two thousand and ten, on the twentieth day of October.

Before the undersigned Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Kennesville Holdings Limited, a limited liability company incorporated and existing under the laws of the Republic of Cyprus, having its registered office at Filimona, 12 Strovolos, P.C. 2036, Nicosia, Cyprus and registered with the Registrar of Companies of Cyprus under registration number HE 208126,

duly represented by Catherine Martougin, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

And

Hawkinson Holdings Limited, a limited liability company incorporated and existing under the laws of the Republic of Cyprus, having its registered office at Vasileos Konstantinou, 9 B, P.C. 6030, Larnaca, Cyprus and registered with the Registrar of Companies of Cyprus under registration number HE 208235,

duly represented by Catherine Martougin, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The proxies, after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed in order to be registered therewith.

Such appearing parties, acting in their hereabove stated capacities, have required the officiating notary to enact the deed of incorporation of a société à responsabilité limitée which it declares organised and the articles of incorporation of which shall be as follows:

A. Purpose - Duration - Name - Registered office

Art. 1. There is hereby established by the current owner of the shares created hereafter and among all those who may become partners in the future, a private limited liability company (société à responsabilité limitée) (hereinafter the

“Company”) which shall be governed by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the “1915 Law”), as well as by the present articles of incorporation.

Art. 2. The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may borrow in any kind or form and issue bonds and notes.

The Company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in accomplishment of its purpose.

Art. 3. The Company is incorporated for an unlimited period.

Art. 4. The Company will assume the name of “HB Reavis Holding S.à r.l.”

Art. 5. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of a general meeting of its partners. The registered office of the Company may be transferred in the same municipality by means of a resolution of the manager or, in case of several managers, by means of a resolution of the board of managers. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad.

In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances, such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

B. Share capital - Shares

Art. 6. The Company’s share capital is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by twelve thousand and five hundred (12,500) shares with no par value.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings of the partners of the Company.

Art. 7. The share capital may be modified at any time by approval of a majority of partners representing three quarters (3/4) of the share capital at least. The shares to subscribe shall be offered preferably to the existing partners, in proportion to their part in the share capital representing their shares.

The board of managers may create such capital reserve(s) from time to time as it may determine (in addition to those reserve(s) which are required by law) and shall create a paid-in surplus from funds received by the Company as issue premiums, which may be freely used for distributions to the partners within the limits as set out in the 1915 Law.

Art. 8. The Company’s shares are indivisible towards the Company which will recognize only one holder per share. The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

Art. 9. The Company’s shares are freely transferable among partners. Any inter vivos transfer to a new partner is subject to the approval of such transfer given by the other partners in a general meeting, at a majority of three quarters (3/4) of the share capital.

In the event of death, the shares of the deceased partner may only be transferred to new partners subject to the approval of such transfer given by the other partners in a general meeting, at a majority of three quarters (3/4) of the share capital owned by the surviving partners. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

Art. 10. The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the partners will not cause the dissolution of the Company.

Art. 11. Neither creditors, nor assigns, nor heirs may for any reason affix seals on assets or documents of the Company.

C. Management

Art. 12. The Company is managed by a board of managers composed of several managers, who need not be partners. The managers shall either be appointed as "A Manager" or "B Manager" or "C Manager".

In dealing with third parties, the board of managers has the most extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorise all acts and operations consistent with the Company’s purpose. The managers are appointed by the sole partner, or, as the case may be, the partners, who fix(es) their number and the term of their office. They may be dismissed freely at any time by the sole partner, or, as the case may be, the partners.

The Company is validly bound vis-à-vis third parties, by the joint signature of one A Manager and one B Manager, or by the signature(s) of any other person(s) to whom authority has been delegated for specific transactions by a resolution of the board of managers or by a power of attorney signed jointly by one A Manager and one B Manager.

The board of managers may sub-delegate its powers for specific tasks to one or several ad hoc officers or agents acting alone or jointly.

The officer's and/or agent's nomination, revocation, responsibilities and remuneration, if any, the duration of the period of his/their representation and any other relevant conditions of his/their agency will be determined by a resolution of the board of managers, or by one A Manager and one B Manager acting jointly.

Art. 13. The board of managers may choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

The board of managers shall meet upon call by any one manager at the place indicated in the notice of meeting. The chairman shall preside all meetings of the board of managers, or in the absence of a chairman, the board of managers may appoint another manager as chairman by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to all the managers at least twenty-four hours in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convocation will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile another manager as his proxy. A manager may represent more than one of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers may deliberate or act validly only if a majority of the managers, among which at least one B Manager, is present or represented at a meeting of the board of managers. If a quorum is not obtained within half an hour of the time set for the meeting, the managers present may adjourn the meeting to a later time and venue. Notices of the adjourned meeting shall be given by the secretary to the board, if any, failing whom by any manager. In order for the board of managers to deliberate or act validly at such adjourned meeting, at least two managers including at least one B Manager must be present or represented at such meeting.

Decisions shall be taken only with the approval of a majority of the managers present or represented at a meeting of the board of managers, including the approval of at least one B Manager. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the board of managers may also be passed by unanimous consent in writing which may consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every manager. The date of such a resolution shall be the date of the last signature.

Art. 14. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two managers. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman or by two managers or by any person duly appointed to that effect by the board of managers.

Art. 15. The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 16. The manager(s) do(es) not assume, by reason of its/their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are authorized agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

The Company shall indemnify any manager or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a manager or officer of the Company, or, at its request, of any other corporation of which the Company is a partner or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for negligence or fault or misconduct; in the event of an extra-judicial settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 17. The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of a statement of accounts prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last fiscal year, increased by carried forward profits

and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established by law or by these articles of incorporation.

D. Decisions of the sole partner - Collective decisions of the partners

Art. 18. Each partner may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns. Each partner is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

Art. 19. Save a higher majority as provided herein, collective decisions are only validly taken in so far as they are adopted by partners owning more than half of the share capital.

The partners may not change the nationality of the Company otherwise than by unanimous consent. Any other amendment of the articles of incorporation requires the approval of a majority of partners representing three quarters (3/4) of the share capital at least.

Art. 20. In the case of a sole partner, such partner exercises the powers granted to the general meeting of partners under the provisions of section XII of the 1915 Law.

E. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits

Art. 21. The Company's year commences on January 1st and ends on December 31st.

Art. 22. Each year on the December, 31st the accounts are closed and the board of managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 23. Five per cent (5%) of the net profit is set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital. The balance may be freely used by the partners.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 24. In the event of dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, who need not be partners, and which are appointed by the general meeting of partners which will determine their powers and fees. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the partners in proportion to the shares of the Company held by them.

Art. 25. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the 1915 Law.

Subscription and Payment

Twelve thousand four hundred and ninety-nine (12,499) shares have been subscribed by Kennesville Holdings Limited, pre-named.

One (1) share has been subscribed by Hawkinson Holdings Limited, pre-named.

All the shares so subscribed are fully paid up in cash so that the amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Transitional dispositions

The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and shall end on December 31, 2010.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately EUR 1,500.-.

General meeting of partners

The aboved named company representing the entire subscribed capital and considering itself as fully convened, has immediately passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company is set at 1, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.
2. The number of managers is fixed at five (5).
3. The following persons are appointed as managers of the Company with immediate effect and for an unlimited period of time:
 - Mr. Andreas Mangrich, residing professionally at 1, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, born on January 1st, 1972, in Trier-Sarreborg, Germany, as A Manager;
 - Mr. Erik van Os, residing professionally at 1, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, born on February 20, 1973, in Maastricht, The Netherlands, as A Manager;

- Mr. Ivan Chrenko, residing at Dlhé 253/2, 900 21 Svätý Jur, Slovak Republic, born on June 27, 1967 in Bratislava, Slovak Republic, as B Manager;

- Mr. Marcel Sedlák, residing at Landauova 26, 841 01 Bratislava, Slovak Republic, born on September 5, 1972, in Lipany, Slovak Republic, as B Manager; and

- Mr. Maarten J. Hulshoff, residing at "'t Hulsebosch", Groot Haesebroekseweg 7a, 2243EA Wassenaar, The Netherlands, born on July 24, 1947, in Wassenaar, The Netherlands, as C Manager.

Whereof this deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, this deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, who is known to the notary by her first name and surname, civil status and residence, the said person parties represented as here above stated signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille dix, le vingt octobre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

Kennesville Holdings Limited, une société à responsabilité limitée (limited liability company), constituée et existant sous les lois de la République de Chypre, ayant son siège social situé à Filimona, 12 Strovolos, P.C. 2036, Nicosie, Chypre et immatriculée au registre des sociétés (Registrar of Companies) sous le numéro HE 208126,

ici représentée par Mme Catherine Martougin, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

Et

Hawkinson Holdings Limited, une société à responsabilité limitée (limited liability company), constituée et existant sous les lois de la République de Chypre, ayant son siège social situé à Vasileos Konstantinou, 9 B, P.C. 6030, Larnaca, Chypre et immatriculée au registre des sociétés (Registrar of Companies) sous le numéro HE 208235,

ici représentée par Mme Catherine Martougin, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

Les procurations signées "ne varietur" par la mandataire et par le notaire soussigné resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquelles comparantes, agissant selon la capacité décrite ci-avant, ont requis le notaire instrumentant de dresser l'acte de constitution d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer et dont les statuts seront comme suit:

A. Objet - Durée - Dénomination - Siège

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes par les propriétaires actuels des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront devenir associés par la suite, une société à responsabilité limitée (ci-après la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi de 1915»), ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou toute autre manière ainsi que l'aliénation par la vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La Société pourra procéder à des emprunts sous quelque forme que ce soit et de quelque nature que ce soit, de même qu'elle pourra émettre des titres et des obligations.

La Société peut également garantir, accorder des prêts ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou à des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société pourra exercer toutes activités de nature commerciale, industrielle ou financière estimées utiles pour l'accomplissement de son objet.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. La Société prend la dénomination de «HB Reavis Holding S.à r.l.».

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg. Il peut être transféré en toute autre municipalité du Grand-Duché du Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés. Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la même municipalité par décision du gérant ou, dans le cas où il y a plusieurs gérants, par décision du conseil de gestion de la Société. La Société peut ouvrir des agences ou succursales dans toutes autres localités du Grand-Duché du Luxembourg ou dans tous autres pays.

Au cas où le conseil de gérance estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale de la Société au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger, se présentent ou paraissent imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social jusqu'à cessation de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire restera une société luxembourgeoise.

B. Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500.-) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sans aucune valeur nominale.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital social. Les parts à souscrire seront offertes par préférence aux associés existants, proportionnellement à la part du capital social représentée par leurs parts sociales.

Le conseil de gérance peut être amené à créer, de temps à autre, un capital de réserve (en plus des réserves requises par la loi), ce qui créera un surplus provenant du fonds et reçu par la Société en tant que primes d'émission, qui pourront être distribuées librement aux associés dans les limites déterminées par la Loi de 1915.

Art. 8. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital social.

En cas de décès d'un associé, les parts sociales de ce dernier ne peuvent être transmises à des non-associés que moyennant l'agrément, donné en assemblée générale, des associés représentant les trois-quarts (3/4) des parts appartenant aux associés survivants. Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sociales sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la Société.

Art. 11. Les créanciers, ayants droit ou héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la Société.

C. Gérance

Art. 12. La Société est gérée par un conseil de gérance, composé de plusieurs gérants, qui n'ont pas besoin d'être associés. Les gérants sont nommés soit «Gérant A» ou «Gérant B» ou «Gérant C».

Vis-à-vis des tiers, le conseil de gérance, a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour faire autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. Les gérants sont nommés par l'associé unique ou, le cas échéant, par les associés, fixant leur nombre et la durée de leur mandat. Ils sont librement et à tout moment révocables par l'associé unique ou, selon le cas, les associés.

La Société est engagée en toutes circonstances par la signature conjointe d'un gérant A et d'un gérant B, ou par la (les) signature(s) de toute(s) personne(s) à qui une délégation de pouvoirs pour des transactions spécifiques a été donnée en vertu d'une résolution du conseil de gérance, ou par une procuration signée conjointement par un Gérant A et un Gérant B.

Le conseil de gérance peut subdéléguer ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs employés ou agents ad hoc agissant seul ou conjointement.

La nomination, la révocation, les responsabilités et rémunération, la période durant laquelle l'employé et/ou l'agent représentera la société ainsi que toutes conditions pertinentes liées à son mandat seront déterminés par une résolution du conseil de gérance, ou par un Gérant A et un Gérant B agissant conjointement.

Art. 13. Le conseil de gérance choisira parmi ses membres un président et pourra choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être gérant, et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunira sur convocation du président ou de deux gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation. Le président présidera toutes les réunions du conseil de gérance; en son absence, le conseil de gérance pourra désigner à la majorité de ses membres présents à cette réunion un autre gérant pour assumer la présidence pro tempore de ces réunions.

Un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque

gérant par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant aux heures et lieux déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Aucun avis de convocation n'est requis lorsque tous les gérants sont présents ou représentés à une réunion du conseil de gérance ou lorsque des résolutions écrites sont approuvées et signées par tous les membres du conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut représenter plusieurs des collègues.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les uns les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité des gérants, dont au moins un Gérant B, est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance. Si le quorum n'est pas obtenu une demi-heure après l'heure prévue pour la réunion, les gérants présents peuvent ajourner la réunion en un autre endroit et à une date ultérieure. Les avis des réunions ajournées sont donnés aux membres du conseil de gérance par le secrétaire, s'il y en a un, ou à défaut par tout gérant. Pour permettre au conseil de gérance de délibérer et agir valablement lors de la réunion ajournée, au moins deux gérants, dont au moins un gérant B, doivent être présents ou représentés à ladite réunion.

Les décisions sont prises uniquement à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à une réunion du conseil de gérance, incluant au moins le vote positif d'un Gérant B. Si lors d'une réunion, le nombre de voix en faveur ou à l'encontre d'une résolution est égal, le président de la réunion a une voix prépondérante.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du conseil de gérance peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signés par tous les membres du conseil de gérance sans exception. La date d'une telle décision est celle de la dernière signature.

Art. 14. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux gérants. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux gérants ou par toute personne dûment mandatée à cet effet par le conseil de gérance.

Art. 15. Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 16. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

La Société indemniserà tout gérant ou fondé de pouvoir, ses héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs, des dépenses raisonnablement occasionnées par toutes actions ou tous procès auxquels il aura été partie en sa qualité de gérant ou fondé de pouvoir de la Société, ou pour avoir été, à la demande de la Société, gérant ou fondé de pouvoir de toute autre société dont la Société est actionnaire ou créditrice et par laquelle il ne serait pas indemnisé, sauf le cas où dans pareils actions ou procès il sera finalement condamné pour négligence ou faute ou mauvaise administration, en cas d'arrangement extrajudiciaire, une telle indemnité ne sera accordée que si la Société est informée par son avocat-conseil que le gérant ou fondé de pouvoir en question n'a pas commis un tel manquement à ses devoirs. Le droit à indemnisation n'exclura pas d'autres droits dans le chef du gérant ou fondé de pouvoir.

Art. 17. Le gérant ou le conseil de gérance peut décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le gérant ou le conseil de gérance, duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice fiscal augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

D. Décisions de l'associé unique - Décisions collectives des associés

Art. 18. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

Art. 19. Sous réserve d'un quorum plus important prévu par les statuts, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les associés ne peuvent, si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la Société. Toutes autres modifications des statuts sont décidées à la majorité des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 20. Dans le cas d'un associé unique, celui-ci exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions de la section XII de la Loi de 1915.

E. Année sociale - Bilan - Répartition

Art. 21. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Art. 22. Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et le conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société. Tout associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

Art. 23. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. Le solde est à la libre disposition des associés.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 24. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateur(s), associé(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments. Sauf décision contraire le ou les liquidateur(s) auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

Le surplus résultant de la réalisation des actifs et du comblement du passif sera partagé entre les associés en proportion des parts sociales détenues par eux dans la Société.

Art. 25. Toute matière qui n'est pas réglée par les présents statuts sera réglée conformément à la Loi de 1915.

Souscription et Libération

Les douze mille quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (12.499) parts sociales de la Société ont été souscrites par Kennesville Holdings Limited, prédéfinie.

Une (1) action a été souscrite par Hawkinson Holdings Limited, prédéfinie.

Toutes les parts ainsi souscrites ont été entièrement libérées en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est dès à présent à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence à la date de constitution de la Société et finira le 31 décembre 2010.

Frais

Le montant des frais et dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombe à la Société ou qui est mis à charge à raison de sa constitution est évalué environ à EUR 1.500.-.

Assemblée générale des associés

L'associé susvisé, représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqués, a aussitôt pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est établi à 1, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.
2. Le nombre de gérants est fixé à cinq (5).
3. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée:
 - M. Andreas Mangrich, résidant professionnellement à 1, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, né le 1^{er} janvier 1972 à Trier-Sarreguem, Allemagne, comme Gérant A;
 - M. Erik van Os, résidant professionnellement à 1, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, né le 20 février 1973 à Maastricht, Pays-Bas, comme Gérant A;
 - Mr. Ivan Chrenko, demeurant à Dlhé 253/2, 900 21 Svätý Jur, Slovaquie, né le 27 juin 1967 à Bratislava, Slovaquie, comme Gérant B;
 - M. Marcel Sedlák, résidant à Landauova 26, 841 01 Bratislava, Slovaquie, né le 5 septembre 1972 à Lipany, Slovaquie, comme Gérant B; et
 - M. Maarten J. Hulshoff, résidant à «t Hulsebosch», Groot Haesebroekseweg 7a, 2243EA Wassenaar, Pays-Bas, né le 24 juillet 1947 à Wassenaar, Pays-Bas, comme Gérant C.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, les mêmes jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande des comparants, l'acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite au comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, le comparant a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: C. MARTOUGIN et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 21 octobre 2010. Relation: LAC/2010/46218. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 octobre 2010.

Référence de publication: 2010143273/405.

(100164197) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2010.

Centuria Real Estate Asset Management International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 14, rue du Marché-aux-Herbes.

R.C.S. Luxembourg B 96.465.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 octobre 2010.

Référence de publication: 2010143193/10.

(100164189) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2010.

Charterhouse Capri I, Société Anonyme.

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 114.347.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Charterhouse Capri I

Un mandataire

Référence de publication: 2010143195/11.

(100164467) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2010.

Charterhouse Capri I, Société Anonyme.

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 114.347.

Des comptes annuels au 31 décembre 2008 avaient été déposés auprès de registre de commerce et des sociétés de Luxembourg le 1^{er} juin 2010 sous la référence L100076084.

Des comptes annuels rectificatifs au 31 décembre 2008 ont été déposés auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Charterhouse Capri I

Un mandataire

Référence de publication: 2010143196/14.

(100164468) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2010.

Beagle Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 4, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 57.296.

Extrait des résolutions prises par assemblée générale extraordinaire de la Société en date du 13 octobre 2010

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire en date du 13 octobre 2010 que:

- Maître Thomas Felgen et Maître René Faltz ont été révoqués comme administrateurs de la Société
- Monsieur Carlo Schneider, 16, rue des Primevères, L-2351 Luxembourg a été nommé administrateur de la Société jusqu'à l'assemblée générale d'approbation des comptes qui se tiendra en 2016
- Monsieur Lennart Stenke, 160, route de Thionville, L-2610 Luxembourg, a été réélu administrateur et administrateur délégué de la Société jusqu'à l'assemblée générale d'approbation des comptes qui se tiendra en 2016
- le siège social de la Société a été transféré du 6, rue Heine, L-1720 Luxembourg au 4, rue Dicks, L-1417 Luxembourg
- Server Group Europe S.A. a été révoqué comme commissaire aux comptes de la Société
- Mirador S.A., 160, route de Thionville, L-2610 Luxembourg, a été nommé commissaire aux comptes de la Société jusqu'à l'assemblée générale d'approbation des comptes qui se tiendra en 2016

La Société a été informée du changement de l'adresse professionnelle de Monsieur Lennart Stenke, administrateur et administrateur délégué, au 160, route de Thionville, L-2610 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 27 octobre 2010.

Un Mandataire

Référence de publication: 2010143817/23.

(100165015) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2010.

Dafisa Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.

R.C.S. Luxembourg B 67.158.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, tenue le 25 octobre 2010, que la liquidation de la société, décidée en date du 4 octobre 2010, a été clôturée et que DAFISA HOLDING S.A. a définitivement cessé d'exister. Les livres et documents sociaux sont déposés et conservés pour une période de cinq ans au 180, rue des Aubépines, L-1145 Luxembourg.

Luxembourg, le 22 octobre 2010.

Pour DAFISA HOLDING S.A.

Société anonyme holding liquidée

Pour le Liquidateur GRANT THORNTON LUX AUDIT S.A.

EXPERTA LUXEMBOURG

Société anonyme

Isabelle Maréchal-Gerlaxhe / DUARTE ANA

Référence de publication: 2010143235/19.

(100164645) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2010.

Charterhouse Capri II, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 600.000,00.

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 114.355.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Charterhouse Capri II

Un mandataire

Référence de publication: 2010143197/12.

(100164252) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2010.

MO.CO.PO. Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2613 Luxembourg, 1, place du Théâtre.

R.C.S. Luxembourg B 105.032.

—
EXTRAIT

Monsieur Léo Dominicus Petrus WESTRA, né le 25/07/1948 à Leeuwarden (Pays-Bas), demeurant à F-60750 CHOISY AU BAC, 73, rue Robert Leclerc, démissionne avec effet immédiat de son mandat d'administrateur de la société.

Madame Carine BITTLER, née le 10/10/1949 à Winterbach (Allemagne), demeurant à L-2613 Luxembourg, 1, Place du Théâtre, démissionne avec effet immédiat de son mandat d'administrateur de la société.

Monsieur André HARPES, juriste, né le 17/03/1960 à Luxembourg, demeurant à L-5405 Bech-Kleinmacher, 59, route du Vin, démissionne avec effet immédiat de son mandat d'administrateur de la société.

La société anonyme COMPTABILUX S.A., établie et ayant son siège social à L-2613 Luxembourg, 1, Place du Théâtre, immatriculée au registre de commerce de Luxembourg sous le numéro B87204, démissionne avec effet immédiat de son poste de commissaire aux comptes de la société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.
Pour la société
André HARPES
Le domiciliataire

Référence de publication: 2010143374/22.

(100164196) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2010.

Cube Communications Infrastructure S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 139.120.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 octobre 2010.

Référence de publication: 2010143201/10.

(100164390) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2010.

CDCM Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 81.524.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 octobre 2010.

Référence de publication: 2010143206/10.

(100164508) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2010.

CFC Automotive S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 49.886.

A l'attention des actionnaires de la Société CFC Automotive S.A.

Je vous prie d'accepter par la présente ma démission en tant que Commissaire aux comptes de la société CFC Automotive SA. avec effet immédiat.

Luxembourg, le 28 octobre 2010.

François Georges.

Référence de publication: 2010143207/10.

(100164487) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2010.

CFC Automotive S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 49.886.

Je vous prie d'accepter par la présente ma démission en tant qu'administrateur de la société CFC Automotive SA. avec effet immédiat.

Luxembourg, le 28 octobre 2010.

Jérôme Wunsch.

Référence de publication: 2010143208/10.

(100164708) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2010.

CFC Automotive S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 49.886.

A l'attention des actionnaires de la société,

Je vous prie d'accepter par la présente ma démission en tant qu'administrateur de la société CFC Automotive SA. avec effet immédiat.

Luxembourg, le 25 octobre 2010.

Dr. Peter Hamacher.

Référence de publication: 2010143209/11.

(100164780) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2010.

CGS International Holdings (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 208, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 42.570.

Les comptes annuels au 31 AOUT 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2010143210/11.

(100164537) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2010.

CGS International Holdings (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 208, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 42.570.

Les comptes annuels au 31 AOUT 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2010143211/11.

(100164538) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2010.

Châteauban S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1744 Luxembourg, 9, rue de Saint Hubert.

R.C.S. Luxembourg B 110.835.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A-M. Grieder / F. Bracke

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2010143212/11.

(100164882) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2010.

BlueBay Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 88.020.

Suite à l'assemblée générale ordinaire du 26 octobre 2010, les actionnaires de la société d'investissement à capital variable 'BlueBay Funds' ont pris les résolutions suivantes:

- Réélection des membres du conseil d'administration de la société 'BlueBay Funds'. Désormais, le conseil d'administration de la société est composé comme suit, jusqu'à la date de la prochaine assemblée générale qui se tiendra en 2011:

- * Henry Kelly
- * Claude Niedner
- * Robert Raymond
- * Nicholas Williams
- * Jordan Kitson

- Renouvellement du mandat de PricewaterhouseCoopers, en leur fonction de réviseurs d'entreprise de la société pour une durée d'une année, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2011.

Luxembourg, le 27 octobre 2010.

Brown Brothers Harriman (Luxembourg) S.C.A.

Signature

Référence de publication: 2010143585/21.

(100163908) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2010.

Home Center Putz SA, Société Anonyme.

Siège social: L-9122 Schieren, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 93.406.

—

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 1^{er} octobre 2010

Lors de l'assemblée générale du 1^{er} octobre 2010, les actionnaires ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Monsieur Frank BERMES, maître-menuisier-ébéniste, demeurant à D-54673 Muxerath, Dorfstrasse 2, est révoqué comme gérant technique pour la partie menuiserie à partir du 1^{er} octobre 2010.

L'assemblée nomme Monsieur Nico AREND, administrateur de sociétés, demeurant à L-1513 Luxembourg 72, boulevard Prince Félix, gérant technique pour la partie menuiserie pour une durée indéterminée. L'assemblée lui accorde la cosignature obligatoire avec un des deux administrateurs-délégués pour la branche concernée.

Mersch, le 22 octobre 2010.

Pour HOME CENTER PUTZ S.A.

Signature

Référence de publication: 2010143284/17.

(100164222) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2010.

Chap Audit S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2652 Luxembourg, 156, rue Albert Unden.

R.C.S. Luxembourg B 74.874.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CHAP AUDIT S.A.

Signature

Administrateur Délégué

Référence de publication: 2010143213/12.

(100164544) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2010.

CLS Summit Alternative Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 102.596.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010143214/10.

(100164790) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2010.

D.P. Electricité S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4451 Belvaux, 292, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 156.342.

—

STATUTS

L'an deux mille dix, le dix-neuf octobre.

Par-devant Maître Aloyse BIEL, notaire de résidence à Esch/Alzette.

ONT COMPARU:

1. Monsieur Domingos José ANTUNES PEREIRA, monteur électricien, demeurant à L-4451 Belvaux, 292 route d'Esch.
2. Madame Sandra Carla DA CRUZ DANTAS, sans état, épouse de Monsieur Domingos José ANTUNES PEREIRA, demeurant à L-4451 Belvaux, 292 route d'Esch.

Lesquels comparants déclarent vouloir constituer entre eux une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, à ces fins, arrêtent les statuts suivants:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois sous la dénomination de "D.P. Electricité S.à r.l."

Art. 2. Le siège social est établi à Belvaux.

Il pourra être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés à prendre conformément aux dispositions de l'article 9 (2) des statuts.

Art. 3. La société a pour objet l'exploitation d'une entreprise d'électricité: installation de centrales et sous-stations, toute installation de basse et haute tension, travaux de télécommunications, câblage informatique, réseaux de distribution, réparation d'appareils électriques, tout dépannage électrique, ainsi que l'achat et la vente des articles de la branche.

La société peut faire toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou pouvant en faciliter l'extension ou le développement et ce sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger.

Art. 4. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 5. Le capital social est fixé à DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (EUR 12.500.-) EUROS représenté par cent parts sociales (100) de cent vingt-cinq euros (125) EUROS, chacune.

Les parts sociales ont été souscrites et libérées comme suit:

1.- Monsieur Domingos José ANTUNES PEREIRA , préqualifié	50 parts
2.- Madame Sandra Carla DA CRUZ DANTAS, préqualifiée	50 parts
TOTAL: CENT PARTS SOCIALES	50 parts

Les associés reconnaissent que le capital de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (EUR 12.500.-) a été intégralement libéré par des versements en espèces, de sorte que la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (EUR 12.500.-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Art. 6. Les cessions entre vifs des parts sociales à des tiers, ainsi que leur transmission pour cause de mort à quelque héritier ou légataire que ce soit, fût-il réservataire ou légal, sont subordonnées à l'agrément des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital social pour les cessions entre vifs et les trois quarts (3/4) des droits appartenant aux survivants pour leur transmission à cause de mort.

La cession entre vifs des parts sociales ainsi que leur transmission pour cause de mort à des associés est libre.

Art. 7. Les cessions de parts sont constatées par un acte authentique ou sous seing privé. Toutefois, elles ne sont opposables à la société et aux tiers qu'après avoir été signifiée à la société ou acceptées par elle dans un acte notarié conformément aux dispositions de l'article (1690) du Code Civil.

Art. 8. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 9. Chaque part sociale du capital donne droit à une voix.

Les décisions de l'assemblée générale ne sont valablement prises qu'autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les délibérations qui portent modifications des statuts ne sont valablement prises que par la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 10. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le premier exercice commence le jour de la constitution de la société et se termine le trente et un décembre deux mille dix.

Art. 11. La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un associé.

En cas de décès d'un associé, la société continuera avec les associés survivants, sous réserve des dispositions de l'article 6 des présents statuts.

Les héritiers, ayant droit ou créanciers d'un associé ne peuvent, pour quelque motif que ce soit et sous aucun prétexte, requérir l'apposition des scellés sur les biens, papiers et valeurs de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux.

Art. 12. Pour tous les points non prévus aux présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions légales régissant la matière et notamment aux lois du 10 août 1915 et du 18 septembre 1933.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de HUIT CENT CINQUANTE EUROS (EUR 850.-).

Assemblée générale extraordinaire

Présentement les associés de la société à responsabilité limitée ci-avant constituée, et représentant l'intégralité du capital social, réunis en assemblée générale, ont pris à l'unanimité, les décisions suivantes:

Est nommé gérant technique de la société, pour une durée indéterminée:

Monsieur Isidro FONSECA DA SILVA, gérant de société, demeurant à P-4830-755 Taide Povoá de Lanhoso, 123 rua de Porto d'Ave.

Est nommé gérant administratif de la société, pour une durée indéterminée:

Monsieur Domingos José ANTUNES PEREIRA, prèdit.

La société sera valablement engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes des deux gérants.

L'adresse du siège social de la société est établie à L-4451 Belvaux, 292, route d'Esch.

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentaire par noms, prénoms, états et demeures, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Antunes Pereira; Da Cruz Dantas; Biel A.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 21 octobre 2010. Relation: EAC/2010/12727. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux parties sur demande pour servir à des fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 2 novembre 2010.

Référence de publication: 2010144259/86.

(100166344) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2010.

Colyzeo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 102.562.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010143215/11.

(100164311) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2010.

COM-Invest Management Distriland S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 141.243.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

AGIF S.A.

Référence de publication: 2010143216/10.

(100164771) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2010.

Compagnie d'Investissement Eaton-Belgravia S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 96.759.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 octobre 2010.

Référence de publication: 2010143218/10.

(100164713) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2010.

Compagnie Financière d'Alembert Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 18.538.

—
Rectificatif déposé le 22.09.2010 L100143930

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 octobre 2010.

Référence de publication: 2010143220/12.

(100164406) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2010.

C.I.P., Compagnie Industrielle et Financière des Produits Amylacés, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 4.367.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, 28 octobre 2010.

Référence de publication: 2010143221/10.

(100164656) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2010.

**Compagnie Piere Holding S.A.- SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial,
(anc. Compagnie Piere Holding S.A.).**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 99.748.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 28 octobre 2010.

Référence de publication: 2010143223/11.

(100164469) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2010.

Hanlet Benelux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 20, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 132.928.

—
Il résulte des cessions de parts sociales intervenues que le capital est désormais détenu comme suit:

- Monsieur Franck-Alexandre HANLET, gérant de sociétés, demeurant à F-92410 Ville d'Avray, 14 avenue Thierry, 395 parts sociales (soit 27,24 % du capital)

- Monsieur Alexandre HANLET, retraité, demeurant à B-1180 Bruxelles, 46, avenue du Prince d'Orange, détient 145 parts sociales (soit 10 % du capital)

- Monsieur Charles Richard HANLET, médecin, demeurant à F-92420 Vaucresson, 6, avenue de Beauvilliers, détient 95 parts sociales (soit 6,5% du capital)

- Monsieur Raymond KLEBER, retraité, demeurant à L-6180 Gonderange, 6, rue de Wormeldange, détient 15 parts sociales (soit 1,03% du capital)

- PIANOS HANLET S.A.S., détient 800 parts sociales (soit 55,17% du capital)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 juin 2010.

Franck-Alexandre HANLET / Signatures

Gérant / -

Référence de publication: 2010143636/21.

(100163673) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2010.
